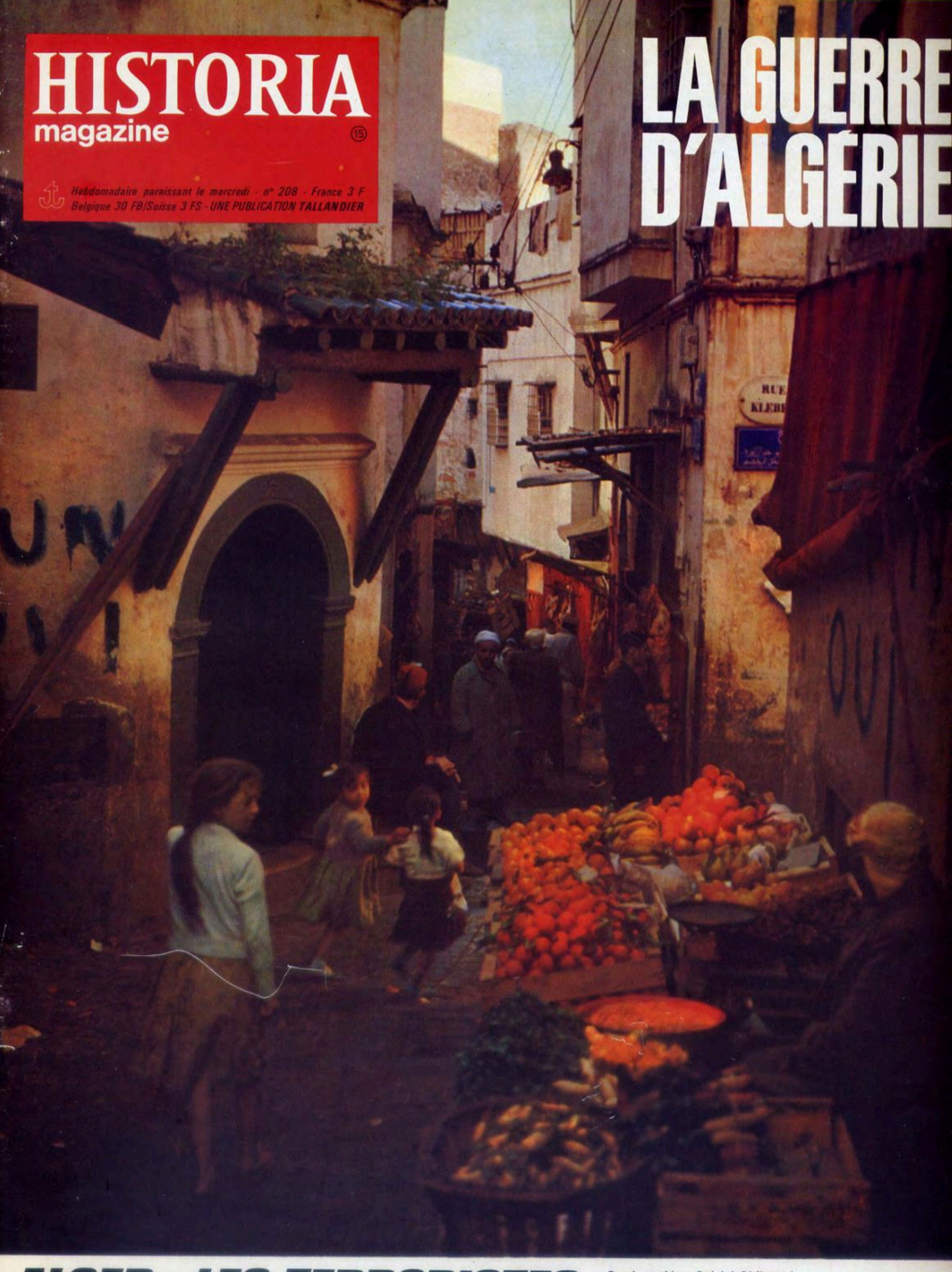


ALGER : LES TERRORISTES

Dans la mystérieuse Casbah, le F.L.N. organise ses commandos terroristes. Premières missions : éliminer le milieu, neutraliser la police.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



TERRORISME ET CONTRE-TERRORISME

Yves COURRIÈRE

TERRORISME et SUBVERSION. En deux mots voilà défini le terrible conflit que nous appelons aujourd'hui guerre d'Algérie et que, pendant sept ans, on qualifia d'opérations de maintien de l'ordre en Algérie.

Terrorisme : *ensemble d'actes de violence commis par des groupements révolutionnaires.*

Subversion : *renversement de l'ordre établi par la force et la propagande.*

Depuis quinze semaines vous avez suivi la création, puis le développement du Front de libération nationale (F.L.N.) ainsi que les mesures prises pour l'anéantir. Depuis quinze semaines vous avez également assisté aux efforts déployés par quelques hommes en Algérie. Efforts bien tardifs. Mais efforts tout de même. Réformes réclamées vingt ans durant par des leaders algériens modérés comme Ferhat Abbas. En vain. Il a fallu le 1er novembre 1954 et son cortège de drames pour qu'à Paris on se soucie de ces départements lointains d'Algérie et des réformes indispensables à y appliquer.

Le F.L.N., malgré ses faibles ressources, a réussi à poser devant l'opinion publique un problème jusque-là étouffé par le lobby *européen d'Algérie. C'est une victoire qu'il va exploiter.*

La plupart des chefs du jeune F.L.N. ne se font aucune illusion : l'Armée de libération nationale ne gagnera jamais sur le terrain face à l'armée française. L'inégalité des forces est et sera toujours trop flagrante. En revanche, grâce à la guérilla, à la subversion, au terrorisme, ils espèrent faire entrer le problème algérien sur la scène internationale et transformer ce problème de « maintien de l'ordre » en un problème politique qui ne se réglera que par la discussion.

Singulière prétention quand on pense à la date : automne 1955. Extraordinaire précaution quand on connaît le résultat.

Les quatorze premiers numéros de cette série sur la guerre d'Algérie ont été riches en révélations de toute sorte, mais aucun n'a encore apporté autant d'informations inédites que ce numéro. Non seulement sur le terrorisme F.L.N., mais encore sur le contre-terrorisme européen, dont on n'a jamais parlé.

Les hommes que vous présente Pierre Démaret, qui les a bien connus, vous les retrouverez tout au long du conflit. Ils apparaîtront à visage découvert aux heures tragiques de l'O.A.S.

Y. C.

SOMMAIRE N° 208

Couverture : Photo Charliat

F.L.N. : LA TERREUR ARME N° 1



Les tracts F.L.N. prônent le terrorisme, depuis le poteau coupé jusqu'à la bombe dans la foule. En passant par le déraillement des trains de voyageurs. Ici, entre Alger et Oran, à quelques kilomètres d'Orléansville.

E.C.A.

Abane déclare : "un cadavre en veston est toujours plus payant que vi

FIN 1955. Ce n'est plus l'heure de Krim Belkacem en Kabylie, mais l'heure des Kabyles dans l'insurrection algérienne. Et, notamment, celle d'Abane Ramdane. D'une intelligence aiguë, d'une poigne de fer, il est en train d'infléchir le destin du F.L.N. en l'amenant au terrorisme de haut vol : les attentats urbains. Ceux qui jonchent les villes de cadavres de civils et déclenchent les émeutes après les enterrements rameutent, ces jours-là, des nuées d'envoyés spéciaux qui rapporteront le témoignage de ce qu'on appelle les « ratonnades »; finalement, ils mettront en mouvement l'inflexible machine du terrorisme contre-terroriste et l'impitoyable escalade de la violence et du sang.

C'est un fait : si, comme le prétend Abane, un cadavre en veston est plus payant que vingt cadavres en uniforme, il sera de plus en plus difficile aux Européens, autour des cercueils qui vont s'amonceler, de « raisonner » au lieu de « réagir ». C'est bien là-dessus que compte Abane Ramdane à l'heure où se constituent les commandos urbains.



◀ Abane Ramdane, théoricien du terrorisme tel que l'a pratiqué le F.L.N. : aveuglément, sur les civils, femmes et enfants compris. Sur les gradins des stades, les trottoirs d'Alger, dans les salles de cinéma, les autocars d'écoliers.

Coll. Y. Courrière



La prison d'Albi ▶ où fut interné Abane Ramdane. Il consacra les cinq années qu'il passa en prison à préparer avec une grande minutie l'organisation du soulèvement de l'Algérie.

Marjo

La guerre « gigogne » entre F.L.N. et M.N.A.

Il a eu le temps de « penser sa révolution ». D'abord, à la maison d'arrêt d'Ensisheim, près de Strasbourg, où il a été écroué, en 1950, pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, puis à la prison d'Albi, où il a été transféré et d'où il sera libéré en 1955, sur une remise de peine due à sa bonne conduite. C'est-à-dire qu'il se tenait tranquille, lisait, écrivait beaucoup. Lettres expédiées à ses amis de Kabylie où il était question de cloisonnement, de structuration de cellules dissidentes et de ses relations personnelles avec le vénéré Messali Hadj.

La Kabylie est alors largement sous l'influence messaliste, car nous sommes en 1953, et 95 % des travailleurs algériens en métropole crachent au bassinet d'une Fédération encore sous la tutelle du *zaïm*. Assigné à résidence à Azouza, près de Fort-National (Grande Kabylie,) Abane a peu de temps pour souffler. Très vite, il disparaît, appelé par le tandem Krim-Ouamrane, dont l'un commande alors la Kabylie et l'autre l'Algérois. Comme on vient d'arrêter Rabah Bitat, Abane, à son tour, est envoyé à Alger pour y implanter politiquement le F.L.N. De surcroît, il devra renouer les contacts avec l'Oranie, le Constantinois et l'Aurès, où les Chaouïas « s'essoufflent ». C'est dans l'Algérois que l'insurrection va déplacer son centre de gravité.

Ayant reçu l'investiture de Krim et d'Ouamrane, Abane Ramdane entre donc dans l'arène du F.L.N. Par un tract qui fait lever les sourcils aux services de la police et du Gouvernement général. Il est daté du 1er avril 1955, rédigé dans un style simple, fort, intelligent et, à coup sûr politiquement inspiré. Tout cela, on le sait. Mais il faut s'arrêter au dernier paragraphe de ce tract où, pour la première fois, il est fait une allusion menaçante aux messalistes.

Deux points, ouvrons les guillemets :

« Peuple algérien! Nous te mettons en garde contre ceux qui maintiennent la confusion. Nous dénoncerons tous ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour te dérouter de la véritable voie. Le tribunal de l'A.L.N. sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie... »

Robespierre n'aurait pas mieux écrit!

Il fallait lire entre les lignes, et les messalistes ne s'en privèrent pas! Cette « confusion », ils l'entretenaient depuis novembre 1954. S'estimant trahi, après la constitution du C.R.U.A., vouant à Azrine (au diable) les « historiques du F.L.N. », Messali refuse avec indignation d'entrer dans la grande aventure de novembre 1954, puisqu'il estime que, depuis trente ans, il prépare l'Algérie à sa libération.

Pendant longtemps, les messalistes ont la partie belle, jusque dans les villages les plus reculés de Kabylie. L'argent de la Fédération sert à renvoyer chez eux, en « vacances », des militants du M.N.A., qui propagent dans les *djemaas*, ces conseils de notables qui siègent dans chaque village kabyle, la bonne parole du *zaïm*. Entre frontistes (F.L.N.) et messalistes (M.N.A.), les choses en viennent au sang, et ouvertement cette fois, quand Krim Belkacem apprend l'implantation de maquis messalistes sur son territoire. A l'origine de la constitution de commandos, qu'Abane

Yves-Guy Bergès

Rabah Bitat, un des premiers responsables de la Casbah. C'est lui qui amènera Yacef Saadi au F.L.N. Il est arrêté par la police algéroise sur dénonciation, en 1955.

Avant l'arrivée des parachutistes, dans la Casbah, ▶ les gendarmes et les zouaves menés par le capitaine Sirvent *(debout, de dos, sur la photo du haut)* livrèrent une première bataille. Fin 1955, le terrorisme se déclenche dans les villes. Au Village nègre, un des quartiers musulmans d'Oran *(au centre)*, et dans le centre européen, où des grenades sont lancées.

utilisera à d'autres fins ensuite, il y a cette guerre « gigogne » dans la guerre d'Algérie. Les postes français entendaient « s'expliquer » à coups de fusil les « krimistes » et les « barbus » (1) réglant leurs comptes « à la kabyle ».

Lutte sans pitié, qui dure des mois, donne lieu à des batailles rangées, des exécutions sommaires, des vols, des extorsions de fonds, des détournements d'armes, d'un clan à l'autre.

La doctrine du F.L.N. est simple et Abane Ramdane catégorique. Il écrit dans une lettre datée du 12 avril 1955 : « Nous sommes décidés à abattre tous les chefs messalistes. »

La première bataille de l'Algérois

La bataille fait rage. C'est ce qu'on pourrait appeler la première bataille d'Alger. Ce photographe messaliste abattu alors qu'il rentre chez lui. Ce boulanger de Belcourt (un faubourg d'Alger) égorgé dans son fournil par le F.L.N. Ce collecteur de fonds pour le M.N.A., qui se fait passer pour un agent « frontiste » et subtilise, à ce titre, 3 millions. En Kabylie, cinq têtes tranchées et déposées sur le bord d'une route. Ces nuits crépitantes d'Agouni-Gherrane, dans les Ouadhias, en Grande Kabylie, où les frères ennemis se visent d'une crête à l'autre. En juillet 1955, dans le Djurdjura, trente messalistes qui tournent en rond, sans vivres et sans cartouches, finissent par se rendre à l'A.L.N., pour se « rallier », prétendent-ils, au responsable zonal. On les répartit dans plusieurs bandes. Pour les égorger le lendemain.

Mais, parallèlement à la lutte F.L.N.-M.N.A., le terrorisme fut, pour Krim Belkacem et Ouamrane, le moyen d'occuper des militants, dont la foi n'avait d'égale que la pénurie d'armes. Longtemps, le potentiel militaire de la Kabyle a été retardé dans son développement du fait que cette région se trouve à l'extrémité des itinéraires de trafic d'armes en provenance de la Tunisie. L'Algérois subit le même sort.

Des problèmes identiques se posent donc à Ouamrane, qui commande l'Algérois, et à Krim, chef de la Kabylie :

(1) C'est ainsi que les Kabyles appelaient les partisans de Krim et de Messali.



Thomas Lopez - Coll. Sirvent



Coll. E. Lauga



Coll. E. Lauga



A.F.P.

◄ Des hommes tombent, abattus d'un coup de revolver dans le dos, la plupart du temps. Ils portent l'uniforme de la police, de l'armée, et parfois un burnous, comme, ici, le cheikh Zaïm Mohammed, ex-directeur du journal *El-Maghreb*, assassiné à quelques mètres de la cathédrale d'Alger. Mobiles ? Ils appartiennent aux ténèbres du F.L.N.



On n'a pas pu parler, ► en Algérie, de « bataille du rail », mais, régulièrement, de voies coupées, de traverses arrachées et de déraillements. Dans le bled, la garde des voies de chemin de fer était souvent la mission des U.T., unités territoriales, des milices de pieds-noirs qui « servaient » à tour de rôle.

rébellion, carrefour de discordes entre les frontistes, messalistes, Kabyles, Arabes, politiques, militaires, intérieur, extérieur

les armes, récupérer des armes. Pour eux, un fusil est plus important qu'un homme. Et pour trouver ces fusils, il faut aller les chercher où ils sont. Chez l'adversaire. Mais pour atteindre l'adversaire, dans l'embuscade ou par le « coup de main » sur un poste, encore faut-il jouir de la complicité des populations, fasciner et terrifier à la fois. Et pour la mettre en condition, la « couper » totalement de tout embryon d'administration française : les caïds, les gardes champêtres. Rallier les tièdes et « liquider » les irréductibles, qu'on a parfois trop facilement confondus avec des traîtres. Certains montagnards kabyles ont payé de leur vie leur entêtement à ne vouloir pas plus se soumettre à la loi du F.L.N. qu'à celle du M.N.A. ou de la France. Sans parler de ces villages entiers que les commandos « krimistes » ont rayés physiquement de la carte de Kabylie.

Dans cette confusion de terreur, de passions, comment cerner la vérité? Toutefois, si le terrorisme, rural et urbain, fit naître dans le secret des villages musulmans de Kabylie et de l'Algérois des haines inexpiables, en revanche, c'est par le terrorisme que la révolution algérienne fera son grand bond en avant. En produisant un de ses fruits les plus empoisonnés : le contre-terrorisme.

Aux revolvers et aux grenades des « commandos urbains » répondra le plastic des « ultras ». Or, dans un premier temps, les bombes placées par ces derniers étaient facilement confondues avec des engins que le F.L.N. aurait pu utiliser pour « piéger » des messalistes. De ce fait — et c'est là une des conséquences les plus absurdes du « contre-terrorisme » —, l'effet des attentats commis par les Européens alla à l'encontre de leurs intentions. Pour s'en convaincre, il n'est que de lire la presse algéroise de l'époque. Titres et photos donnent l'impression que le F.L.N., accumulant ses « coups d'éclat », prenait une ampleur extraordinaire. Qui s'y serait retrouvé?

A Alger, la constitution des commandos ne se fera pas sans mal. Quand Abane Ramdane quitte Azouza, clandestinement, pour jouer son rôle de chef politique d'Alger, il trouve en débarquant une situation propice. Yacef Saadi a déjà été choisi par le haut commandement après bien des preuves de loyauté au F.L.N. : l'hébergement de Bitat, arrêté depuis, et un esprit d'initiative remarquable.

Le piaffant jeune homme est expédié par Abane en Suisse où il doit rencontrer des Algériens du Caire, ceux de l' « extérieur », et notamment Boudiaf. On devine pourquoi. L' « intérieur » a besoin d'armes, d'argent, de postes de radio, etc. Abane a chargé Yacef d'un autre message : désormais, « ceux qui tiennent les maquis de l'intérieur » auront priorité sur « ceux qui logent dans les hôtels », à l'étranger. Ce qu'Abane ne formule pas encore de façon impérative, c'est qu'il se réserve deux autres priorités : celle des Kabyles sur les Arabes et celle des politiques sur les militaires. Pour abattre ses cartes, il attendra le « congrès de la Soummam », en 1956. Pour l'heure, il le prépare en mettant l'Algérie à feu et à sang.

La Casbah : une ville dans la ville

Les commandos d'Alger, prolongements, dans la capitale, de l'Armée de libération nationale, se constituent dans les quartiers les plus musulmans de la ville : la Casbah, qui, avec ses 80 000 habi-



Yves-Guy Bergès

tants, est une ville dans la ville, où Yacef Saadi régnera avec ses hommes pendant un an et d'où il déclenchera les plus sanglantes actions terroristes sur les quartiers européens; Hussein-Dey, le Clos-Salembier et enfin Belcourt. C'est à Belcourt que les Français et les Arabes cohabitent le plus, le fond de la population européenne étant constitué par beaucoup plus d'ouvriers et de pauvres qu'à Bab-el-Oued, peuplé de commerçants et d'artisans.

Mais, pour l'heure, Abane imposait le calme, la discrétion, la patience. Le moment n'était pas encore venu. Alger, ville de toutes les complicités, nouait celles du F.L.N. avec des Européens libéraux et communistes. Derrière les façades éclatantes de la ville, les chefs de la rébellion tenaient leurs réunions et prenaient leurs contacts. Il ne fallait à aucun prix compromettre cette situation privilégiée par quelques rafales d'avant-garde. Attendre.

Le terrorisme dans les campagnes et dans les centres ruraux suffisait largement à étayer la propagande du F.L.N. Fin 1955, c'est l'époque où les écoles brûlent, où les troupeaux sont égorgés, les fermes incendiées, les colons massacrés, les récoltes saccagées. C'est la fin des caïds et des gardes champêtres. L'action des commandos laisse croire à une Armée de libération nationale omniprésente et redoutable.

Pour avoir une idée, examinons le bilan présenté par le F.L.N., et sans doute exagéré, qui porte sur un an d'action des commmandos, du 1er novembre 1955 au 31 octobre 1956 :

906 exploitations agricoles incendiées ou détruites;

38 340 têtes de bétail abattues ou volées;

404 machines agricoles détruites;

268 500 arbres fruitiers détruits;

4 432 000 pieds de vigne arrachés;

359 000 quintaux de fourrage, paille et grain détruits;

4 583 hectares de récoltes sur pied incendiées ou volées;

283 écoles incendiées, détruites à l'explosif ou pillées.

Précédant l'action des commandos, une pluie de lettres de menaces de mort s'abat sur la population. Qui est visé? La France et, à travers la France, ceux qui lui sont attachés. Soit par intérêt, soit par attachement sincère à ceux qui la représentent, médecins, instituteurs et aussi, il faut bien le dire, pieds-noirs. Car rien ne fut simple ni facile à comprendre.

Au-dessus des erreurs politiques des gouvernements et des excès de l'administration, il y eut les rapports quotidiens, d'homme à homme, d'humble à humble, et cent trente ans de ces liens-là ne se rompirent pas, comme par enchantement, parce que le F.L.N. venait d'en décider ainsi. Abane l'a compris, dont les armes décisives seront le sang et la terreur. Au service de cette action, les commandos urbains se déchaîneront bientôt, pour le premier acte de ce qu'on appellera un peu plus tard la « bataille d'Alger ». H

Claude BERGER

Lopez



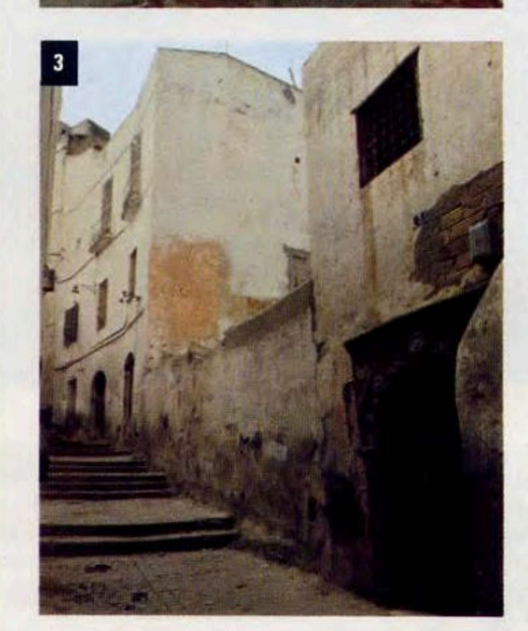
Le terrorisme algérois sort, en mars 1956, des limites de la basse Casbah, de la place du Gouvernement et des quartiers périphériques, pour atteindre le cœur d'Alger. Le 15 mars 1956, une bombe incendiaire enflamme le Garage des Facultés, rue Valentin, à deux pas de l'université. ▶

AU PRINTEMPS DE 1955, à Alger, la « troïka » dirigeante du F.L.N. — Abane Ramdane, Krim Belkacem, Omar Ouamrane — a établi dans la Casbah ses principaux quartiers généraux : le P. C. tenu par Yacef Saadi et par son beau-frère, le marchand de légumes H'Didouche, le « Café de la Marsa », place Lemercier qui appartient à la famille d'Amar Ouzegane et où se retrouvent, autour de l'ancien secrétaire du P.C.A., des intellectuels de tendance marxiste et des militants tels que les commerçants en confiserie-sucrerie Mouloud Amrame et Boualem Moussaoui, et enfin, dans la rue Bab-Azoun, qui sépare la basse Casbah du quartier européen du Front-de-Mer, la boutique d'« articles orientaux » du gros négociant Mohamed Lebjaoui, plaque tournante des contacts entre nationalistes algériens et libéraux européens. A l'opposé de la Casbah, le secteur de Belcourt, en revanche, est peu organisé, alors que, dans les années précédant l'insurrection, un précurseur, Mohamed Belouizdad, en avait fait un des premiers bastions du nationalisme algérien.

Cette carence va être cependant comblée par un actif militant M.T.L.D. de Belcourt,

ALGER : PÈGRE, POLICE, OBJECTIFS N°1 DU F.L.N.





❶ Impasse de la Grenade, dans la maison de Fathia, tante de Djamila Bouhired, le F.L.N. installera son premier laboratoire de bombes. C'est là que se réuniront les équipes des réseaux terroristes, dont les « porteuses de bombes » du F.L.N.

❷ La Casbah deviendra, en 1956, une véritable pépinière de terroristes. Cela tient, en partie, à la configuration de ce quartier, où les terrasses sont si rapprochées qu'on peut sauter d'une maison à l'autre sans être vu par les patrouilles françaises.

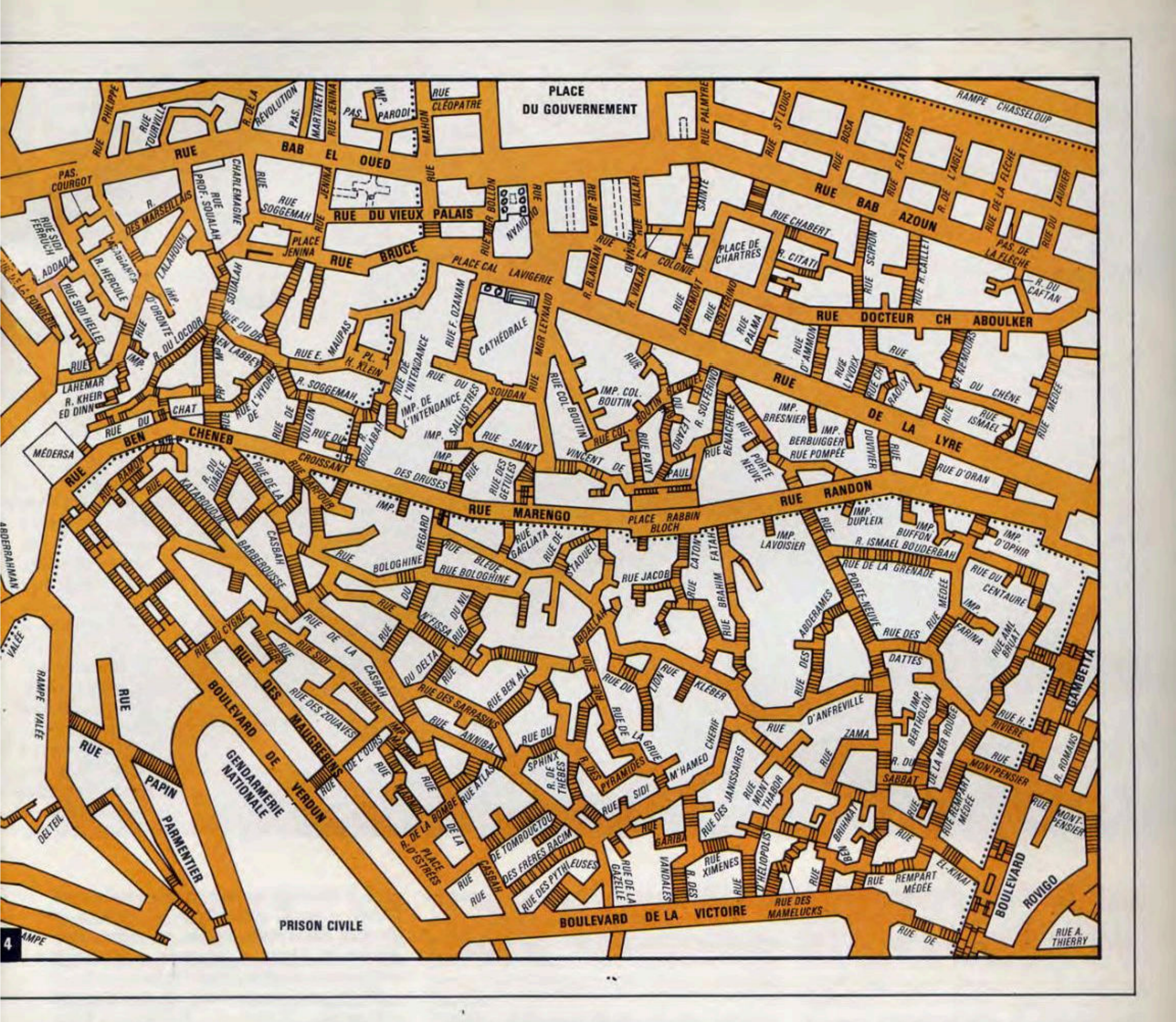
❸ Rue de Thèbes, dans la Casbah. C'est là que les contre-terroristes placèrent une bombe. Les attentats vont maintenant marquer quotidiennement la vie d'Alger et de l'Algérie. Le point de non-retour était-il irrémédiablement atteint pour les deux camps?

❹ Plan de la Casbah (forteresse d'Alger). Commencée par les Turcs en 1516, c'est un véritable labyrinthe. La loi commune est celle du silence. Récemment, l'ouverture de plusieurs rues en avait quelque peu modifié son inviolabilité.

Fettal, qui a toujours eu le goût de l'intrigue et de la bagarre. Fettal réussit à établir, grâce à un intermédiaire, Taïeb Illoul, le contact avec Omar Ouamrane, qui l'intéresse en tant que chef militaire, car il se passionne assez peu pour la théorie et la propagande et a surtout soif d'action. Ouamrane, de son côté, est fort content de pouvoir implanter, dans une partie de la ville encore peu prospectée, une organisation « musclée » et susceptible, d'autre part, d'épauler et, s'il le faut, de suppléer celle de Yacef Saadi.

L'entrevue Ouamrane-Fettal (mars 1955) est donc fructueuse. Fettal explique qu'une équipe dirigeante de trois hommes (lui-même et deux autres militants du M.T.L.D., un athlétique ajusteur de trente et un ans, Debih Chérif, et un petit homme dur comme le roc, Bouchafa) avait déjà groupé trente hommes armés.

Ouamrane prend note, fixe un nouveau rendez-vous et revient avec des instructions précises d'Abane Ramdane, qui ne tient pas, lui non plus, à manquer l'occasion de disposer d'une petite troupe de choc : un commando de quinze hommes — divisé en cinq groupes de trois *fidayin* — sera placé sous les ordres de Debih Chérif, qui a plus de culture politique que Fettal et Bouchafa, et qui peut se prévaloir de l'amitié que lui portait Didouche Mourad, le « chef historique » tué deux mois plus tôt; ces quinze militants, choisis parmi les plus braves et devenus « soldats de l'A.L.N. », ne se chargeront que des actions armées (attentats, liquidation physique d'adversaires) qui leur seront ordonnées, tandis que les quinze autres formeront des cellules chargées d'un travail directement politique. Le cloisonnement entre les dix « groupes de trois » sera total. Debih Chérif, dont le pseudo sera Si Mourad, sera assisté, dans son commandement, par Fettal et par Bouchafa (pseudo : Si Moktar). Il ne prendra ses ordres que d'Ouamrane, qui consultera lui-même Abane — le grand chef, connu seulement sous le nom de Si Ahmed — car ce dernier ne veut avoir que des contacts indirects avec les « hommes de choc », particulièrement exposés à la répression. Enfin, H'Didouche maintiendra le contact entre l'ancien « commando de la Casbah » — celui de



Yacef Saadi — et ce nouveau commando, qui opérera à Belcourt et, au-delà, au Ruisseau, au Clos-Salembier et à Hussein-Dey.

En avril, les *fidayin* de Si Mourad et de Si Moktar commettent leurs premiers attentats : ils provoquent des incendies dans des garages appartenant à des Européens activistes, dans une usine de tabac de Bastos et, au Ruisseau, dans un dépôt de liège appartenant à Borgeaud. Ils entrent, d'autre part, en rapport avec des gradés musulmans — secrètement acquis au F.L.N. — du 1er régiment de tirailleurs algériens stationné à Blida, et la complicité du lieutenant Ben Chérif (1), de l'adjudant Daïkh et du caporal Slimane leur permet de se procurer quelques armes dérobées dans les magasins du 1er R.T.A. et venant à point pour compléter l'arsenal des pistolets 7,65 achetés en contrebande à 10 000 F pièce.

(1) Celui-ci, après avoir joué un rôle important dans le F.L.N., dirige aujourd'hui la gendarmerie algérienne.

Conscients de disposer de moyens nouveaux, Si Mourad et surtout Si Moktar — qui est intelligent et habile, mais d'une impulsivité et d'une violence qu'il n'arrive pas toujours à contrôler — proposent de se livrer à des coups de main encore plus audacieux. « N'en faites pas plus que ce que nous vous disons de faire », leur répond, *via* Omar Ouamrane, Abane Ramdane. Celui-ci prépare, à l'époque, ses grandes opérations de ralliement des « nationalistes modérés » (U.D.M.A. et « centralistes » du M.T.L.D.) et de coopération avec les Européens libéraux, et il veut agir, à Alger, dans un climat qui ne soit pas trop tendu.

Un « amateur » débile

Les chefs *fidayin*, cependant, insistent, et leur obstination à vouloir « en rajouter » inquiète Abane Ramdane qui, fin mai, décide de contrôler plus sévèrement les deux « directions générales des groupes de choc » — celle de Yacef Saadi et celle de Debih Chérif — en les coiffant par un « commissaire politique aux commandos », Ali Khenchoul, militant de l'U.G.E.M.A. (Union générale des étudiants musulmans algériens) recruté en France et récemment débarqué à Alger.

L'expérience n'est guère concluante. Accompagné d'un de ses adjoints, Benhamida, Ali Khenchoul, au début de sa mission, donne rendez-vous sous l'horloge de la Grande Poste à Debih Chérif, qui n'est pas à l'heure. Ce retard providentiel sauve Si Mourad, car le rendez-vous a été « donné » à la police par un mouchard infiltré dans le réseau de Belcourt. Ali Khenchoul est arrêté.

La direction du F.L.N. le remplace par un vieux militant du M.T.L.D., Mohamed Ben Mokaden. Le vétéran, ne sera pas plus heureux que le jeune intellectuel.

Ben Mokaden se met en tête de repérer les « moutons » qui se sont infiltrés dans



◄ Femmes, jeunes filles et enfants furent enrôlés par le F.L.N. aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Ils servaient le plus souvent d'agents de liaison. Ci-contre *(de gauche à droite)* : Samia Lakhdari, Djamila Bouhired, Hassiba Bent Bouali, Zohra Drif qui devaient participer activement à la « bataille d'Alger ».

Coll. Bromberger

Les murs de la ville arabe commencent à être dédoublés, pour y installer des caches. La bataille d'Alger aura comme prémices celles des truelles et des fils à plomb. Chaque maison repérée par le F.L.N. a la visite d'une équipe. Le bachagha Boutaleb n'y coupera pas. Il prétendra, à son procès, qu'une cache avait été maçonnée chez lui, à son insu. ►

difficultés pour la "troïka" Abane-Ouamrane-Krim d'organiser les commandos urbains

la résistance. Il prend contact, pour ce faire, avec Djillali Redjimi, un parent de Djillali Belhadj, cet ancien membre de l'Organisation spéciale du M.T.L.D. qui a trahi les siens, mais dont on espère encore qu'il pourrait, en dépit de ses liens avec diverses polices, jouer le double jeu et fournir à ses ex-compagnons d'utiles renseignements sur les services de police réorganisés et renforcés après la « purge des ultras » de février 1955. Lequel des deux Djillali sera le plus malin? Ce sera Djillali Belhadj. Les commissaires de police se montrent plus forts que les commissaires politiques.

Mohamed Ben Mokaden n'échappe que de justesse à une souricière qui lui est tendue lors d'un rendez-vous avec un *fidai*. Flairant le piège, il rebrousse chemin *in extremis*, mais il abandonne sa voiture non loin du lieu de la rencontre. Les policiers saisissent le véhicule et découvrent qu'il appartient à Debih Chérif, qui est identifié — après enquête — comme « personnage important du F.L.N. ».

L'imprudence de Mohamed Ben Mokaden (« Cet imbécile, ce crétin, ce débile, cet amateur! » rugit Abane lorsqu'il apprend l'incident) lui coûtera cher. La police pousse ses investigations et arrête — peu de temps après son entrée en fonctions — le deuxième « commissaire politique aux commandos ». C'est le désastre, d'autant que Yacef Saadi, envoyé en Europe pour demander à la délégation extérieure du F.L.N. d'envoyer rapidement des armes en Algérie, s'est fait arrêter, le 31 mai à Paris, et a été transféré, début juin, à la prison de Barberousse à Alger.

Un grognard

Après une de ces colères terrifiantes dont il a le secret, et dont Omar Ouamrane a fait les frais, Abane prend les décisions qui, dit-il, « s'imposent dans cette conjoncture difficile » :

1) Le poste de « commissaire politique aux commandos » est supprimé;

2) Recherché par la police et par l'armée, Debih Chérif, totalement « brûlé » et devenu désormais inutile et même dangereux à Alger, « montera » de toute urgence au maquis de Kabylie;

3) Il sera remplacé, à la tête du commando Belcourt - Ruisseau - Clos-Salembier - Hussein-Dey par Bouchafa (Si Moktar), mais ce dernier devra faire en sorte que son organisation « trop anarchique pour être utilisée même avec une sérieuse épuration », soit mise en veilleuse

Coll. particulière



Taleb Abderrahmane, qui, sous le nom de Mohand Akli, fabriqua les premières bombes de la Casbah pour Yacef Saadi.

et que ses hommes « se tiennent tranquilles pendant un certain temps »;

4) Ouamrane transmettra ces consignes; après quoi, il cessera de rencontrer, même épisodiquement, Bouchafa et Fettal, le contact devant être désormais assuré par un intermédiaire moins important dans la hiérarchie du commandement F.L.N., Rachid Amara.

Lorsque le chef de la wilaya 4 transmet ces directives, le 20 juin, à Debih et à Bouchafa, lors d'une rencontre furtive près du Forum, il est fraîchement reçu!

— Je n'irai au maquis que quand je l'aurai moi-même décidé et après avoir contacté Krim Belkacem! tonne Debih Chérif, qui fera comme il a dit.

— Mes hommes se morfondent à ne rien faire, renchérit Bouchafa. Ils sont furieux. Se tenir tranquille pendant un certain temps, qu'est-ce que cela veut dire? Si d'ici à deux mois on ne nous donne pas du boulot à faire, nous quitterons Alger, cette ville de lâches, et nous irons nous battre dans les montagnes.

Omar Ouamrane demeure ferme sur ses positions, mais il doit se rendre à l'évidence : la révolte gronde chez les chefs des *fidayin*.

Quelques jours plus tard, c'est Rachid Amara qui, reprenant le contact, en application des décisions prises, avec ses bouillants interlocuteurs, essuie le feu de « leur hargne, leur rogne et leur grogne ».

Abane n'aime pas les "baroufas"

Une scène tumultueuse se déroule au café « Tanja », dans la rue de Tanger (proche de la rue d'Isly), qui dispute à la rue Meissonnier (proche de la rue Michelet) la réputation de posséder les meilleurs grilleurs de brochettes de la capitale.

Une discussion violente oppose à Rachid Amara, Fettal et surtout Bouchafa. Ce dernier se plaint d'être laissé sans armes, sans argent, sans travail à accomplir et de ne pas pouvoir rencontrer « le grand chef Si Ahmed » pour protester contre cette situation. Le ton monte tellement que Bouchafa donne un grand coup de poing sur la table et insulte Rachid Amara, qui se lève sans mot dire et s'en va. Les altercations de ce genre — vives mais brèves et sans conséquences — sont, à vrai dire, assez fréquentes au sein de la clientèle populeuse du « Tanja »... « Encore une *baroufa* », dit, à la table voisine, un pied-noir qui n'attache guère d'importance à cette affaire.

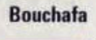
Abane, lui, ne hausse pas les épaules. Il s'indigne en apprenant qu'un « soldat de l'A.L.N. » a été assez indiscipliné pour causer un scandale dans un établissement public, au risque d'attirer l'attention des forces de l'ordre, et pour adresser des menaces à un supérieur. Il conseille à Ouamrane d'« attirer ce Si Moktar au maquis et de le liquider ».

Abane, dont la vigilance est toujours en éveil, s'inquiète, d'autre part, du nombre croissant d'indicateurs que la police met « en service » dans les milieux musulmans, à Belcourt mais surtout dans la Casbah. « La contre-attaque, décrète-t-il, doit être menée dans deux directions : il faut, d'une part, chercher à retourner en notre faveur, par la persuasion, la corruption ou la menace, certains « caïds » de la pègre algéroise manipulés jusqu'ici par la police officielle — celle de Forcioli et de Loffredo — ou par la « police parallèle » d'Achiary et, d'autre part, faire des exemples en ▸

◂ La grande poste d'Alger, à l'heure française. Sur ses escaliers, un des lieux de rendez-vous des amoureux, les terroristes des réseaux F.L.N. se rencontrèrent à leur tour. Il n'y avait pas, dans la ville européenne, une barrière étanche entre musulmans et pieds-noirs. Les « contacts » de Yacef ne s'y firent pas remarquer.



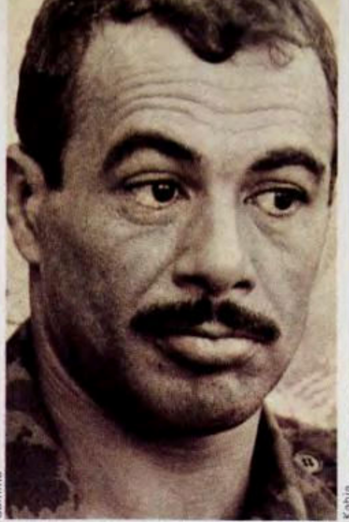
Bouchafa





Coll. Y. Courrière

Debih Chérif



Gamma

Yacef Saadi



Kahia

Saad Dahlab



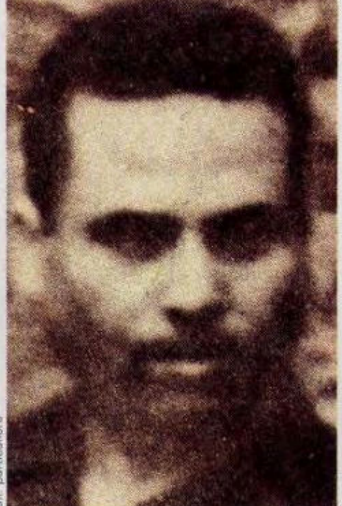
Gamma

Cdt Ben Chérif



A.F.P.

Krim Belkacem



Coll. particulière

Omar Ouamrane



Gamma

Cdt Slimane

Galerie de portraits du « Front ». *En haut, de gauche à droite :* Bouchafa, un des premiers chefs de Belcourt, aux multiples pseudonymes, dont le plus connu fut celui de Si Moktar; Debih Chérif, qu'on appellera aussi Si Mourad; Yacef Saadi, qui sera leur chef, et Saad Dahlab, un « politique ». *En bas, de gauche à droite :* le commandant Ben Chérif, ancien tirailleur, qui déserta, à Blida, en 1955, et fournit des armes aux réseaux terroristes. Il commande, aujourd'hui, la gendarmerie de la République algérienne. Krim Belkacem, chef de la Kabylie; Omar Ouamrane, futur chef de la wilaya 4 (Algérois), et le commandant Slimane, qui commandait en wilaya 5; on le voit ici, après l'indépendance, à Alger.

certains truands se rallient à Yacef Saadi, soumis au chant des sirènes nationalistes

abattant les policiers les plus acharnés dans la lutte anti-F.L.N. »

Les opérations du premier type menées par l'adjoint de Yacef Saadi, l'ancien truand Ahmed Chaïb, dit le Corbeau, et par l'extraordinaire adjoint qu'il a recruté, Ali la Pointe, un autre mauvais garçon récemment évadé de prison, réfugié dans la Casbah et rallié au F.L.N., se révèlent décevantes. (Elles ne seront payantes que quelques mois plus tard, lorsque le F.L.N. se sera sensiblement renforcé.) Seul Mostéfa Hamiche et son frère commencent à écouter les chants des sirènes nationalistes, mais tous les autres « durs » non seulement européens — « M. Jo » (Joseph Menela) et « M. Vincent », *alias* « la Rascasse » —, mais même musulmans (Houya, Youssef Boualem « la Buvette », par antiphrase, « Fil-de-Fer » ou « Bud Abott ») font la sourde oreille. Dans les opérations du second type, en revanche, un succès est enregistré à Belcourt : le cafetier indicateur de police Messaoud Aïch est abattu — « comme à Guignol », déclarera un témoin — derrière son comptoir dans son propre bistrot, boulevard Cervantès, sans réaction du public.

C'est Bouchafa qui l'a tué à bout portant avec le revolver de Debih Chérif, avant de s'enfuir à toute allure, en compagnie de Fettal. Ce geste contribue à sauver le *fidai* à la tête chaude. Ouamrane, au lieu de l'exécuter comme le lui avait recommandé Abane, lui fait, en effet, passer des « épreuves de courage et de loyalisme » (dont l'élève se tire avec succès), le convoque à son P. C. et le confirme dans son commandement.

Faites vos preuves!

La direction du F.L.N., en vérité, ne peut que traiter avec une certaine considération un chef de groupe qui vient de la débarrasser du principal informateur de son ennemi public nº 1 : Arbane, l'officier de police musulman le plus ancien — c'est un quinquagénaire — dans le grade le plus élevé, la « grosse tête » des Renseignements généraux, le spécialiste du P.P.A., puis du M.T.L.D., puis du F.L.N., l'homme qui se vante d'avoir fourni à une commission de parlementaires métropolitains venus enquêter en Algérie un dossier complet et détaillé sur « les fellaghas et leurs complices ».

Abane et Ouamrane donnent à Bouchafa l'ordre de « s'occuper en priorité d'Arbane ». Si Moktar comprend parfaitement ce que veut dire l'euphémisme; mais sa tâche n'est pas facile. Il réussit, un jour, à mettre l'inspecteur dans sa ligne de mire, mais le revolver s'enraye. Une seconde

R. Noël





Derrière ce ruissellement de façades blanches – la Casbah – va se livrer pendant près d'un an, en 1957, la plus extraordinaire bataille urbaine, qu'on appellera la « bataille d'Alger ».

tentative de meurtre est également infructueuse : Bouchafa s'est bien placé, mais quand il voit le nombre des gardes du corps protégeant Arbane, il rengaine son « pétard », abandonnant un projet vraiment trop dangereux.

Accusé d'« incapacité », Bouchafa est à nouveau victime des critiques acerbes d'Abane. Au même moment, son rival, Yacef Saadi, est mis, lui aussi, sur la sellette : des militants détenus à Barberousse envoient, en effet, par leurs avocats, des messages affirmant que le leader de la Casbah « est en train de mal tourner ».

De quoi s'agit-il ? Yacef Saadi joue, avec les policiers des R.G. et le juge d'instruction Bérard, une partie serrée. Il finit par obtenir du magistrat un non-lieu en échange de la promesse de fournir aux autorités les renseignements qui pourraient leur permettre de mettre la main au collet d'un des trois grands leaders du F.L.N. Il se précipite, dès qu'il sort de prison, chez H'Didouche pour lui expliquer que s'il a réussi à gagner ainsi sa liberté, il n'a trahi personne et qu'il est prêt à reprendre son action au sein du F.L.N. Il n'ignore pas qu'il a pris des risques énormes, car Abane, toujours expéditif, s'est déjà prononcé pour l'exécution immédiate de ce « personnage douteux ».

◀ Photo prise dans une cellule de la prison de Barberousse où le moins qu'on puisse dire, c'est qu'alors le règlement n'était pas trop rigoureux. Drapeaux, insignes F.L.N. déployés dans une cellule, transistor et tenue de sport. Il y a, parmi ces hommes, des poseurs de bombes et de grenades.

Fort heureusement pour Yacef Saadi, Ouamrane se montre plus hésitant. Saad Dahlab, qui joue auprès d'Abane un rôle de conseiller de plus en plus influent et qui se montre particulièrement soucieux de « ne pas verser inutilement du sang algérien », se prononce contre un jugement aussi sommaire rendu à l'encontre du leader de la Casbah, et il désarme un peu son irascible ami en lui lançant cette boutade : « Hier, tu voulais faire liquider Bouchafa. Aujourd'hui, tu veux faire liquider Yacef Saadi. Dis-moi, tu recrutes tes *fidayin* pour être des tueurs ou pour être des tués ? » Bouchafa et Fettal, pressentis par Ouamrane pour exécuter éventuellement la sentence de mort, se récusent, au surplus, en faisant valoir qu'ils ne connaissent pas assez les éléments du procès intenté au boulanger de la rue des Abdérames pour aller jouer les bourreaux.

Toutes ces tergiversations permettent à Yacef Saadi de gagner du temps, d'étoffer sa plaidoirie, avec l'assistance de H'Didouche et d'Ahmed Chaïb, et d'obtenir gain de cause devant Ouamrane d'abord (au cours d'un pathétique entretien, en Kabylie, dans une mechta proche de Bordj-Menaïel), puis devant Krim Belkacem. La direction du F.L.N. décide, fin septembre, de continuer à faire travailler en coopération (et, à l'occasion, en concurrence) le « commando régional de la Casbah » et celui de Belcourt, et de juger l'un et l'autre à leurs actes. Elle dit, en somme, tant à Yacef Saadi qu'à Bouchafa : « Faites vos preuves ! »

L'inspecteur change de camp

Le premier à « faire ses preuves » est Bouchafa. Grâce à un coup d'audace réussi avec l'aide de Fettal et de Taïeb Illoul, et sous l'étroit contrôle d'Ouamrane, il parvient, en effet, à faire passer l'inspecteur Arbane dans le camp du F.L.N. avec armes et bagages, c'est-à-dire avec fiches et dossiers.

Cette victoire spectaculaire est rendue possible, en septembre, grâce au nouveau climat — celui de la crainte — qui règne dans les milieux musulmans « évolués » — c'est-à-dire francisés — d'Alger. Abane fait envoyer à tous les « mal élus » de l'Assemblée algérienne et à un certain nombre de notables musulmans proches de ▶


Keystone



◄ Il ne se passe plus de jour qu'une grenade ou une bombe n'explose, qu'une rafale ne traverse le silence. Ici, c'est l'attentat contre un poste d'essence, en plein centre d'Alger. On commence à compter les morts et les blessés. Dans le bled, fermes, écoles, bureaux de poste, brûlent. De mars à octobre 1956, 141 écoles seront incendiées. Le F.L.N. prétendra qu'il n'y avait pas suffisamment d'écoles. En 1962, 80 % des enfants musulmans étaient scolarisés.

une recrue providentielle : Ali la Pointe, il n'a qu'une loi, celle des mitraillettes

l'Administration, une lettre dont l'en-tête est une tête de mort et dont le texte fait clairement entendre à ceux qui en prennent connaissance qu'ils courent le risque de perdre la vie s'ils ne répudient pas — ce qu'ils feront presque tous, d'ailleurs — la doctrine de « l'Algérie française » et de l'intégration.

Arbane a déjà reçu deux lettres de ce genre. Une troisième est plus « personnelle » encore : elle explique, en substance, à l'inspecteur, que les deux attentats précédents organisés contre lui n'ont été qu'un simple avertissement du F.L.N., que ce dernier frappe où et quand il veut (formule que l'O.A.S. reprendra à son compte quelques années plus tard) et que le destinataire fera bien, cette fois, s'il veut éviter un malheur si vite arrivé, de se rendre à un rendez-vous fixé.

Cette prose est de Bouchafa. Le rendez-vous — au Monoprix de Belcourt près d'un kiosque à journaux — est suivi de deux autres — toujours aussi impérativement désignés — rue Albin-Rozet, puis rue de la Fontaine-Bleue. Quand il a fini de suivre, avec discipline, cette filière, Arbane est certain qu'il a sauvé sa peau, mais le prix qu'il a payé est lourd. L'inspecteur a offert, en effet, au F.L.N. un cadeau royal : la liste des policiers qui procèdent, dans les locaux de la police judiciaire, à des « interrogatoires poussés » d'Algériens « suspects » et la liste des « correspondants » qui, en milieu musulman, travaillent pour ces policiers ou pour ceux des Renseignements généraux.

« Désormais, dit Abane, nos commandos ont du pain sur la planche. Ils devront régler leur sort aux indicateurs de police dont nous possédons maintenant les noms et supprimer ces mouchards comme des mouches. »

Si le chef du F.L.N., changeant de tactique, se résout, au début d'octobre, à donner un net feu vert à des groupes de choc que son feu rouge, mieux, son clignotant, avait stoppés ou freinés au printemps, c'est que, en trois mois, la situation politique a beaucoup évolué.

La « grève nationale » du 5 juillet, « pour commémorer dans le deuil l'anniversaire de l'entrée des Français à Alger », a été accompagnée d'attentats commis notamment contre des Européens enrôlés dans des milices armées, et les leaders nationalistes ont découvert, à cette occasion, qu'une action, même minime, dans les grandes villes, a un effet psychologique plus sensible qu'une opération de grande envergure des maquisards des djebels. Après l'offensive lancée le 20 août 1955 par Zighout Youssef dans le Constantinois, les dirigeants F.L.N. de l'Algérois ont été unanimes, d'autre part, à estimer qu'ils ne devaient pas se laisser « dépasser dans l'action » par leurs camarades de la wilaya 2.

La même direction s'est vue enfin, en septembre, dans l'obligation d'engager de nouvelles recrues à la détente prompte et au couteau facile, car il eût été désastreux pour elle de faire chanter des notables musulmans profrançais si elle ne pouvait pas prouver qu'elle possédait les moyens d'exécuter éventuellement les menaces de mort qu'elle leur adressait. L'organisation des commandos du F.L.N. prend de l'ampleur dans l'Algérois au fur et à mesure que se développe la campagne de « non-coopération avec l'autorité coloniale », que se propage le slogan « F.L.N., authentique et exclusif représentant du peuple algérien » et que se multiplient les abandons de mandat des conseillers généraux et municipaux « collaborateurs ».

En octobre, les commandos du F.L.N. prennent comme cibles principales les propagandistes du M.N.A. de Messali Hadj, dont beaucoup — la liste de l'inspecteur Arbane en fait foi — sont devenus

Coll. E. Lauga





Associated Press

◄ Dans la nuit du 10 août 1956, une bombe explose dans la Casbah. 15 morts et 32 blessés. Qui l'a placée ? Il faudra du temps pour établir le rôle des contre-terroristes européens.



Keystone

Attaque de la ► ferme Altairac. Le gardien est enlevé en pleine nuit. Les habitations sont incendiées, ainsi que deux hangars et trois autos. 17 chevaux sont abattus. On en revient aux tours de guet ... comme en Indochine.

des agents de renseignement de la police. C'est à l'occasion de l'« affaire des Mozabites » que cette décision est prise.

La fin du M.N.A.

Les épiciers mozabites, dont tout le monde connaît, en Algérie, la frugalité, le sens de l'économie et l'astuce sont des Berbères dont les ancêtres s'étaient réfugiés, il y a plusieurs siècles, dans cinq oasis sahariennes pour fuir la persécution, car ils appartenaient à une secte minoritaire de l'islam. Ils n'ont jamais cessé, depuis, d'être critiqués par les musulmans les plus orthodoxes et les plus fanatiques. Dans le cadre de la « guerre psychologique » certains services du Gouvernement général, jouant de l'arme de la division, essaient de séparer des autres Algériens les Mozabites qui commencent à se trouver avec eux au sein du F.L.N. Ils font courir des rumeurs selon lesquelles la communauté mozabite verserait directement de fortes sommes aux forces de répression françaises. Abane Ramdane et Saad Dahlab — ce dernier originaire du Sud algérois — font diffuser un tract F.L.N. pour dénoncer cette « grossière provocation », mais la manœuvre n'est pas sans effet : des « grèves contre les Mozabites », favorisées, çà et là, par des commerçants jaloux de ces concurrents industrieux, éclatent à Blida, à Boufarik et même dans certains quartiers d'Alger.

Ce sont les leaders du M.N.A. qui se trouvent à la tête de cette « campagne d'intoxication » et, parmi eux, l'un des proches lieutenants de Messali, l'actif et rusé Rehani. Depuis des semaines les groupes de choc F.L.N. affrontent les messalistes en de sanglantes bagarres, surtout dans la Casbah, mais, cette fois, la mesure est comble. Abane lance le mot d'ordre : « Il faut en finir, à Alger, avec le M.N.A. »

Les commandos du F.L.N. sont plus nombreux, mieux organisés, mieux armés que ceux de leurs adversaires. Ils se déchaînent avec une redoutable efficacité. Un rapport rédigé par le commissariat central d'Alger note qu'en octobre et en novembre on ramasse, chaque jour, en moyenne, deux cadavres de messalistes dans la capitale.

La déroute du M.N.A. s'achève avec le crépuscule de son dieu algérois, Rehani. Bien que très protégé, ce dernier n'échappe pas au « commando régional de Belcourt. » Le chef d'un groupe de choc local, Ramla, renonce, compte tenu des difficultés de l'entreprise, à organiser un attentat contre le leader messaliste, mais Bouchafa, accompagné de Fettal, se charge lui-même de l'opération. Il réussit à surprendre Rehani, en basse Casbah, entre la rue Benchenb et la rampe Valée, et le tue, à coups de revolver, le 10 décembre 1955.

Deux jours plus tard, Yacef Saadi, dont les groupes de choc avaient protégé certaines courtes manifestations organisées, dans la Casbah, en même temps que la grève générale du 1er novembre, à l'occasion du premier anniversaire du déclenchement de l'insurrection, fait exploser deux petites bombes, l'une au « Donyazad », l'autre à l'« Olympia » au centre de la ville. Les amateurs des films arabes projetés dans ces deux cinémas ne respectaient guère les consignes de puritanisme musulman alors données par le F.L.N. (ne pas boire d'alcool, ne pas fumer) et les deux attentats, qui font vingt et un blessés légers, prennent valeur d'avertissement.

Le mystérieux Si Ahmed

Satisfait du développement de l'action des commandos, la direction du F.L.N. décide de manifester plus chaleureusement à leurs chefs son approbation et son estime. « *Fidayin*, je suis content de vous ! » Napoléon-Abane se décide à féliciter personnellement Yacef Saadi, puis s'en va tirer familièrement l'oreille du « grognard » Bouchafa. « Je salue les commandos de Si Moktar, je salue Si Moktar! » s'écrie le chef du F.L.N. lorsque, dans l'atelier d'un artisan du Clos-Salembier, Amar Madani, Ouamrane lui présente Bouchafa. Ce dernier ne cache pas le plaisir qu'il éprouve à rencontrer enfin le lointain, le « mystérieux Si Ahmed » qu'il avait vainement cherché, pendant de longs mois, à approcher.

Le temps n'est plus où Abane l'intraitable parlait d'envoyer au poteau le soldat follement brave, mais terriblement indiscipliné. Une phase nouvelle de la guerre commence, dans laquelle les commandos de Si Moktar, et de Yacef Saadi vont jouer un rôle de premier plan. H

Youssef ZERTOUTI

◄ Bouteilles thermos, boîtes de conserve, caisses de lait concentré, tout y passera pour la fabrication des bombes *(ici, des bombes M.N.A.)*. Montées sur un système d'horlogerie, elles sont réglées pour exploser à une heure précise. C'est ce qu'on appelait des « bombes à retardement ».

LA CASBAH DE YACEF SAADI...

Le meurtre du commissaire Freddy, du 9e arrondissement d'Alger, abattu le 24 novembre 1954, apporte aux autorités la preuve que — quelque part au cœur de la ville — des groupes terroristes s'étaient constitués, qui n'hésitaient plus à frapper les Européens. Jusque-là, c'était entre musulmans que s'étaient déroulés les règlements de comptes. Il semblait que le F.L.N. cherchât à se débarrasser des principaux militants M.N.A., partisans de Messali Hadj. Ces luttes internes entre militants nationalistes de partis opposés ne préoccupaient guère la police. « Qu'ils s'entre-tuent, cela n'a aucune importance... » Mais si les terroristes se mettaient à frapper les Européens, cela changeait tout. Tous les « indics » d'Alger furent lancés sur la piste. Proxénètes, gangsters, trafiquants d'opium ou de filles, tous « tenus en main et en laisse » par la police, se renseignèrent sur ces nouveaux venus. C'était leur intérêt immédiat car les terroristes F.L.N. semblaient vouloir prendre sous leur coupe la population musulmane d'Alger et lui inculquer des principes qui conduiraient à la faillite et à la ruine ces tenanciers de cafés, de cinémas, de maisons de tolérance, etc.

Un mot d'ordre courait dans la Casbah. Le Front de libération nationale avait interdit à la population de boire, de fumer, de jouer et de fréquenter les lieux de plaisir. La prise en main de la population — objectif le plus pressant des dirigeants révolutionnaires — était en bonne voie.

« Il faut que chaque Algérien se sente concerné par la lutte en cours, avait dit Abane Ramdane. Il faut qu'il se prive. Que son geste — ne plus fumer, ne plus jouer, ne plus boire — le rapproche de la pureté coranique et qu'ainsi il participe, par ses privations, à la révolution. »

Au début, le mot d'ordre n'avait guère été suivi. Si le F.L.N. représentait une force dans le bled où — le 20 août — il avait montré sa détermination en assassinant plusieurs dizaines d'Européens du Constantinois et en tenant en échec, dans l'Aurès, des renforts de plus en plus importants, à Alger, il n'avait guère d'audience. Pour tout dire, cette série d'interdictions avait fait sourire bien des Algériens parmi les plus « européanisés ».

Empêcher de boire, de fumer, de s'amuser! Mais pour qui se prenaient-ils, ces « petits » F.L.N. ?

Photos Coll. Courrière

Les « duettistes » du terrorisme algérois, Yacef Saadi *(à gauche)* et Ali la Pointe. C'est ce qu'on peut appeler « une rencontre ». Elle aura lieu en 1955, à la sortie de prison d'Ali. On lui devra l'offensive de 1957.

La mise au pas

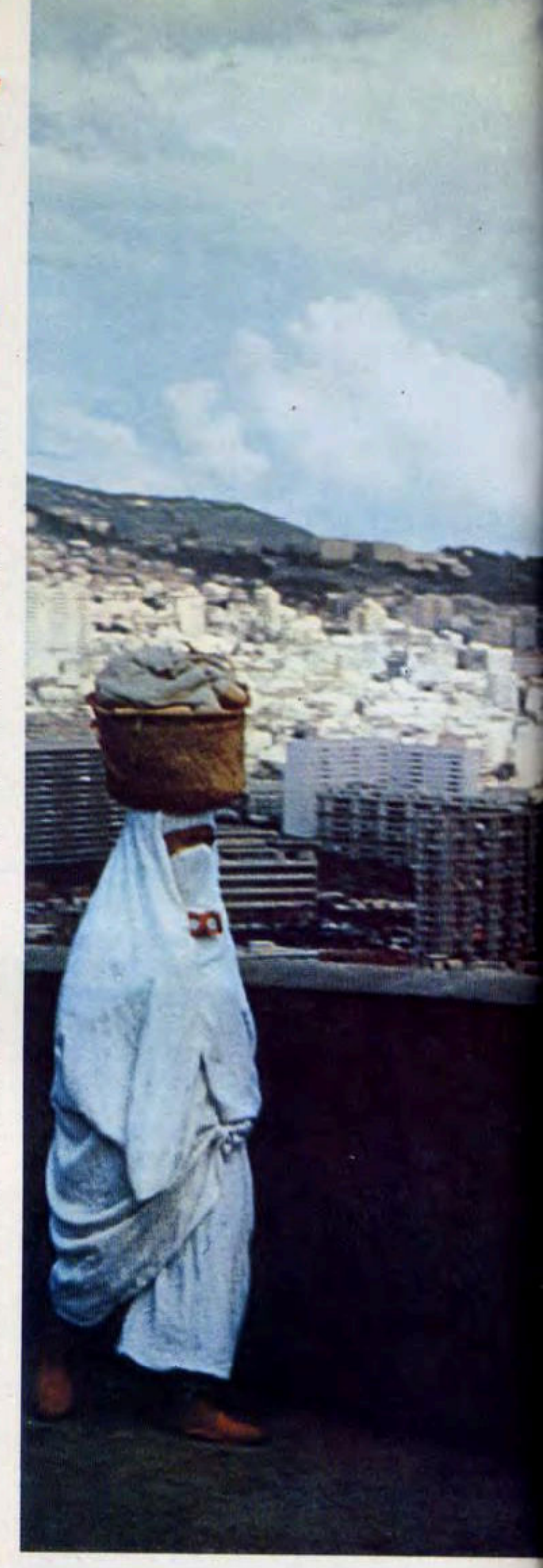
Bien sûr, ils passèrent outre. Mais lorsque nombre d'entre eux furent agressés à la sortie des cafés, en pleine rue, parfois même à leur domicile, et que des inconnus leur coupèrent le nez ou les lèvres, les défigurant à jamais, ce fut la panique.

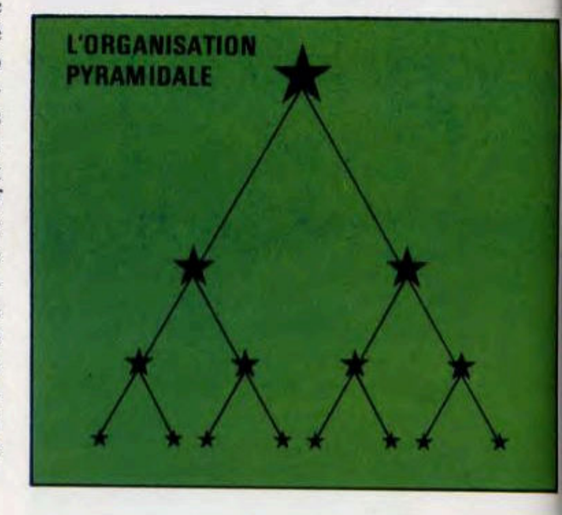
Panique complétée par l'explosion de deux bombes dans les cinémas « Olympia » et « Donyazad », spécialisés dans les films arabes et où la clientèle était exclusivement musulmane. Ce 12 décembre, vingt et une personnes furent légèrement blessées, dont deux seulement retenues à l'hôpital, mais l'impact de l'attentat sur la population fut énorme.

Cet attentat était l'œuvre de l'homme dont Alger allait apprendre à prononcer le nom avec terreur : Yacef Saadi.

Après avoir réussi, non sans mal, à prouver sa bonne foi à Abane Ramdane, qui voulait le faire abattre à sa sortie de prison, le jeune homme avait été chargé de constituer un groupe de commando terroriste parallèle à celui de Bouchafa-Fettal et prêt à entrer en action dès qu'Abane et Ouamrane le jugeraient utile.

Avec H'Didouche, son beau-frère, et Chaïb Ahmed, dit le Corbeau, Yacef avait créé son premier réseau qui comptait vingt et un membres dont Amar Aïdoune et Salah Bouhara. Pour respecter le cloisonnement, Yacef, Chaïb et H'Didouche avaient adopté le système pyramidal de cellules de trois membres. Dans chaque cellule, un militant connaissait son supérieur mais ignorait tout du troisième ainsi que le montre le schéma ci-contre mis au point par Yacef Saadi :







Chapellon

◀ Des silhouettes comme celle de cette femme voilée, portant, à l'antique, un panier sur la tête, deviendront suspectes quand on saura que les chefs F.L.N. n'hésitaient pas à jouer les almées et à se voiler de blanc pour échapper à la fouille de la police, ou transporter des armes car il était interdit de fouiller les femmes.

Dans la Casbah, ▶ grouillante de monde, Abane Ramdane et ses commandos feront bientôt régner leur loi. L'élimination méthodique des militants du M.N.A. ne présentera pas de difficulté majeure dans ce dédale où les exécuteurs sont immédiatement perdus dans la foule, souvent complice.

Technor/Lacarrière

Ce système avait l'avantage d'éviter des bavardages, toujours dangereux, et aussi qu'un homme arrêté ne dévoilât, sous la torture, les détails de l'organisation. Un chef intermédiaire ne connaissait jamais que trois hommes : deux sous ses ordres et un à l'échelon supérieur. Il ne savait rien des hommes de la base ni de ceux du sommet.

En octobre 1955, Yacef avait enrôlé une nouvelle recrue dont la présence au sein des commandos terroristes allait influer sur le déroulement de ce que l'on appellera, en janvier 1957, la bataille d'Alger.

Cet homme s'appelait Amara Ali. On le connaîtra sous le nom d'Ali la Pointe.

Yacef Saadi avait été averti par un informateur de la Casbah qu'un dur, un « prêt-à-tout », voulait s'engager dans les rangs du F.L.N. d'Alger.

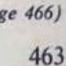
« C'est un ancien maq', avait ajouté l'informateur, mais il est « tombé » et vient de s'évader. Un type bien malgré tout. »

Yacef Saadi s'était méfié. Un proxénète qui s'évade et qui veut rejoindre le Front, cela sentait la machination policière destinée à noyauter les commandos. Yacef était bien placé pour savoir combien la police était désireuse de se glisser dans les rangs du F.L.N. !

« Ce type doit être manœuvré, » conclut-il. Il accepta pourtant de le rencontrer. Mais dans la rue, au milieu de la foule, pour éviter une éventuelle souricière. Les policiers, qui savaient maintenant que Yacef les avait « blousés », pouvaient avoir imaginé ce moyen de « coxer » leur ancien pensionnaire !

La rencontre eut lieu, fin octobre, boulevard de Verdun, au milieu des groupes qui déambulaient entre les étals des fripiers et des ferrailleurs du marché aux puces.

Yacef repéra tout de suite son homme : grand, beau garçon, habillé à l'européenne d'une façon un peu trop voyante qui soulignait son physique d'ancien boxeur. Il l'aborda et tout de suite le mit en confiance.



(Suite page 466)




Pierre Tétrel

Casbah d'Alger.
Elle pouvait être grouillante de monde et, dans la minute, devenir secrète, vide.

Abane Ramdane se rend aux raisons de Yacef: "assainir" le plus tôt possible la Casbah

(Suite de la page 463)

Oui, le F.L.N. l'acceptait. Oui, il pourrait travailler aux côtés de Yacef. Le jeune homme exultait. « Mais avant, raconte-moi un peu ta vie », demanda Yacef.

Amara Ali avait vingt-cinq ans. Né à Miliana dans une famille misérable, il était venu tout jeune habiter Alger à Bouzaréa au haut de Pointe-Pescade. C'est de là que lui venait son surnom d'Ali la Pointe et non d'une allusion à un éventuel couteau, dont pourtant il allait parfois se servir au cours de la vie qu'il avait choisi de mener.

Pour Ali, pas question d'école. Les parents étaient bien trop pauvres. D'abord *yaouled*, un de ces cireurs de chaussures « aux pattes crasseuses et aux dents blanches » qui ravissent les touristes. Puis il fit partie d'une bande organisée dirigée et exploitée par une vieille crapule musulmane, Tahar Chérif, qui poussait les gosses à la rapine, sûr de son impunité. Pensez donc! il « renseignait » la police... A dix-huit ans, Amara Ali devint Ali la Pointe.

Grand, costaud, avantagé par la nature et avantageux de nature, les demoiselles de petite vertu qui stationnaient à la porte des hôtels de passe de la Casbah, rue Barberousse ou rue de la Mer-Rouge, le trouvèrent à leur goût. Séduites par ses yeux marron, ses cheveux châtain clair bouclés et ses tatouages — il portait sur la main gauche *Zoubida Cheda Fellah*, *Marche ou crève*, sur le sein gauche et *Tais-toi* sur le dessus du pied droit —, plusieurs d'entre elles se mirent à son service... et sous sa protection. Mais comme il n'était pas fainéant, le jeune proxénète ajouta à ces activités peu harassantes celle de joueur de bonneteau...



Donald Sturbelle/Atlas-Photo

Les « Puces » d'Alger, autour de la Casbah. On n'y trouvait ni « Louis XVI » ni « Haute Époque ». Le passé remontait à Charles X ou Napoléon III. De vieux mobiliers arrivés au temps de la conquête, dans le sillage des officiers.

Bien vite, Ali la Pointe acquit une redoutable réputation dans la Casbah. D'un caractère changeant, irritable, travaillant seul, refusant de faire partie d'un gang ou d'une bande, il n'avait pas que des amis.

En 1954, arrêté, il écopa de deux ans de prison. Son séjour à Barberousse allait changer sa vie. C'est dans une cellule où l'on entassait les « Arabes » à trente ou trente-cinq qu'il découvrit la révolution et le F.L.N. Les premiers militants arrêtés en novembre 1954 n'étaient pas considérés comme prisonniers politiques mais comme des « droit commun ». A ce titre, ils se trouvaient mêlés aux voleurs, proxénètes et malandrins de toute sorte. Ils profitèrent des longues journées d'inaction pour faire de la propagande.

Les pistolets dans des couffins

Ils avaient décelé en Ali la Pointe, impulsif, révolté, courageux en diable, mais sans réflexion, un terrain de choix : « Tu es victime du colonialisme, expliquèrent-ils. Si tu ne sais ni lire ni écrire, c'est leur faute. Si tu as fait tout cela, le bonneteau, les filles, les cambriolages, c'est qu'on ne t'a jamais rien appris d'autre. Maintenant, tout va changer. Le F.L.N. accueille toutes les bonnes volontés : tu vas lutter pour ton pays. Viens avec nous. »

Coll. particulière



Descendant vers la place du Gouvernement, la rue de la Lyre, la rue Randon, la rue Marengo, la chaussée s'élargit, les boutiques deviennent plus spacieuses. Là, la Casbah était zone frontière entre les villes arabe et européenne.



Les « petits vieux arabes », matois, joyeux et secrets. Tout leur passait sous le nez et ils enregistraient. Nombre d'entre eux seront d'excellents observateurs et indicateurs du Front de Libération Nationale.



Puis, soudain, la Casbah prenait un air de « parfums d'Arabie »... Des tapis, des turbans, des hommes au visage tanné par le grand Sud.

Lorsqu'il quitta Barberousse pour la ferme-prison modèle de Damiette, Amara Ali le proxénète était mort. Il avait fait place à Ali la Pointe, militant F.L.N., qui n'avait plus qu'une idée : s'évader et rejoindre le Front.

Il avait réalisé son projet et se trouvait pour la première fois devant Yacef Saadi sur le boulevard de Verdun.

Satisfait par le récit, mais toujours méfiant, le chef des terroristes décida de mettre sa nouvelle recrue à l'épreuve : le nouveau venu devait abattre un agent de police avant d'être accepté au sein de l'équipe terroriste.

Le lendemain Ali la Pointe retrouva une militante F.L.N. devant le 40 de la rue Randon. La jeune femme lui glissa dans la main un pistolet qu'elle tira de son couffin à provisions.

— Tu vas tuer le flic qui boit au comptoir dans le café à côté, dit-elle à mi-voix. Ordre de Yacef. Après, tu me redonneras ton arme et tu fileras.

Lorsque l'agent de police sortit, Ali, les yeux fous, tira à plusieurs reprises, visant le ceinturon. Mais aucun coup ne partit. L'arme était vide! Le gardien, à son tour, dégainait. Ali se sauva à toutes jambes tandis que la foule s'égaillait, peu soucieuse d'être prise dans une éventuelle fusillade.

Lorsque, deux heures plus tard, Yacef revit Ali, le jeune homme était fou de rage.

— Tu m'as joué! L'arme était vide! J'aurais pu me faire prendre!

— J'avais besoin de te mettre à l'épreuve, répliqua Yacef, c'était nécessaire pour juger de ta bonne volonté.

Ali, homme d'action, sans grande jugeote, tout d'une pièce, ne comprenait rien. Puis ce fut l'illumination... avec un redoublement de colère. Alors, on le prenait pour un traître! Yacef dut employer des trésors d'éloquence pour lui expliquer qu'ayant été entre les mains de la police, il en connaissait les méthodes. A la fin de la discussion, Ali, convaincu, endoctriné, pris en main, était prêt à se faire tuer pour Yacef.

Il faut abattre les indicateurs...

Yacef Saadi-Ali la Pointe. Le tandem le plus terrible de l'histoire du terrorisme algérien était né.

Après avoir contribué de la manière que l'on sait à la prise en main de la population par le F.L.N. Yacef Saadi résolut d' « assainir » la Casbah de ses éléments troubles. Il s'ouvrit de son projet à Abane. Celui-ci, réticent, souhaitait « asseoir » sa politique, multiplier les réseaux, implanter une organisation politico-administrative avant de passer à l'action.

— Et pour parvenir à ce but, expliqua-t-il, j'ai besoin de calme à Alger.

Yacef, qui ne partageait pas les idées de son chef, le contra violemment. Il tenait à passer rapidement à l'action.

— Si je parviens à nettoyer la Casbah, dit-il, ta tâche politique en sera facilitée. En revanche, si tu ne bouges pas, tes « politiques » seront données les unes après les autres à la police. Les indicateurs se multiplient dans la Casbah. Il faut les abattre et f... la trouille aux autres!

— Alger doit rester tranquille, insista Abane; c'est notre refuge et c'est le centre de ravitaillement de toute l'Algérie et des maquis.

— Ça ne le restera pas longtemps si tu laisses se développer ces réseaux d'indics. On se fera tous coffrer. Toi le premier! En revanche, la Casbah nettoyée, on pourra, à partir de ce véritable maquis en plein cœur d'Alger, lancer des actions sur la capitale. Ce sera notre bastion, notre camp retranché!

Abane réfléchissait. Il venait d'entrevoir ce que serait sa politique — mise au point avec Ben M'Hidi — sur le plan national et international. Yacef ajouta :

— Pour qu'on nous prenne au sérieux, il faut qu'Alger bouge. Qu'on parle de nous. Un pétard rue Michelet fera plus de bruit qu'une embuscade meurtrière en Kabylie. Ici, tout le monde en parlera. La presse fera des titres. Il y aura la radio, le cinéma. C'est ici que tout devra se passer.

Convaincu, Abane céda. Yacef, aidé d'Ali la Pointe, devait assainir la Casbah. Il avait carte blanche.

— Mais attention! précisa Abane, pour tout autre attentat, toute autre action en quartier européen, tu dois avoir notre autorisation.

La décision que venait de prendre Abane conduira un an plus tard à la bataille d'Alger.

Pour l'heure, c'est au « milieu » algérois que Yacef et Ali avaient décidé de s'attaquer. Dans cette tâche, Ali la Pointe allait lui être d'une aide considérable. **H**

Yves COURRIÈRE

ALI LA POINTE UN TERRORISTE A L'ÉTAT PUR



A.F.P.

Il était né à Miliana, petite ville rurale que rien ne singularise, sinon que l'émir Abd el-Kader, qui y fit un long séjour, la chanta dans deux ou trois poèmes. Une petite ville rurale, juste un gros bourg de colonisation, à 130 kilomètres d'Alger et faisant partie du département d'Orléansville. On y célèbre depuis très longtemps, en mai, la fête des cerises, dont la culture est très répandue dans la région.

Le dur apprentissage de la vie

Lorsqu'on est né un 14 mai 1930 et qu'on s'appelle Amara Ali, qu'est-ce qu'on peut faire à Miliana? On ne va surtout pas à l'école! Car le père d'Ali la Pointe — de son vrai nom Amara Ali — est un paysan sans terre qui travaille trois mois sur douze dans des fermes et chôme le reste du temps. Amara Ali ne va pas à l'école. Mais à 16 heures, lorsque les écoliers quittent cette morne bâtisse badigeonnée à la chaux et dont les fenêtres grises ressemblent à celles de toutes les prisons du monde, le petit Ali vient attendre quelques camarades plus chanceux. Ce sont des Algériens comme lui. Les Français, il les voit de loin.

A la sortie de l'école, donc, c'est la ronde des jeux traditionnels. Football, toupie que l'on fait tourner sur le sol et qu'on ramène sur la paume de la main, où elle vous chatouille délicieusement, et puis le chapardage. Il n'y a pas que les cerises que l'on vole, à la barbe du gardien algérien qui fait du zèle et qu'on méprise. A Miliana, il n'y a que des vergers : cerisiers, néfliers, pommiers, poiriers, orangers, citronniers, etc. A chaque saison son chapardage.

Puis on traîne, dans la journée, avec d'autres gamins pour qui l'école est interdite. A chacun son rang! D'abord, les enfants des colons. Ensuite, les enfants des notables et fonctionnaires algériens. Lorsque tout ce monde est casé, plus de place! Et même s'il y en avait, de la place, le père ne pourrait jamais acheter toutes les fournitures et tous les livres qu'on demande.

Ali traîne. Petits travaux : bagagiste, malgré son corps frêle et son âge, à la gare de Miliana. Quelques centimes. Le train ne passe que deux fois par jour en tout et pour tout! Il y a aussi le tennis-club de Miliana, nom pompeux pour désigner un court au tuf galeux, où garçons et filles de colons viennent tâter de la raquette. Aucune vocation, mais simple snobisme de gros bourg enrichi. Ali est derrière les grilles, pour ramasser les balles! Il remarque le rire des filles, le galbe de leurs mollets et le hâle qui les embellit. Lui, il cavale derrière ces satanées balles qui vont si vite, mais, à la course, il est imbattable. Ali a la trempe d'un chef. C'est lui qui commande dans sa petite bande. Rien à dire! Champion, Ali. Même le fils du juge musulman de la mahakma, venu quelque peu s'acoquiner à ces petits enfants misérables, le reconnaît.

Donc, Ali ramasse les balles : quelques centimes. Menus larcins aussi. En plus des visites aux vergers, on pique quelques vêtements qui sèchent aux fenêtres en été! Mais rien d'important. Des hardes presque, que l'on revend à Médéa ou à Orléansville. Pour le prix du voyage, pas de problème : on resquille au péril de sa vie et au prix de mille passes savantes. Là encore, quelques centimes. Rien qui vaille! On vit mal. On a faim la plupart du temps. L'hiver, c'est pire. Il faut se terrer car il neige beaucoup à Miliana et on a froid dans ses loques. Le dur apprentissage de la vie commence tôt, mais l'insouciance de l'enfance efface tout.

La sarabande des peines

Cependant, l'adolescence est une autre affaire. Menus larcins, grosses peines de prison. Six mois. Douze mois. Vingt-quatre mois... La sarabande des peines. Plus rien à craindre. On devient un révolté. On a la haine de ceux qui logent à meilleure enseigne. On les appelle des salauds, puis des bourgeois. La politique, on s'en fout, mais déjà les nuances commencent à jouer. La révolte est une étape utile mais non efficace. Ali veut surtout rendre coup pour coup. Dans les cabinets de juge d'instruction, on a son idée sur le petit Amara Ali : un bougnoule qui rêve de jouer au gangster corse. Mais Miliana n'est pas Marseille. Qu'à cela ne tienne. Alger n'est pas si loin. Amara Ali monte à la capitale.



Coll. Y. Courrière

Deux visages de la « bataille d'Alger », le terroriste Ali la Pointe et la jeune militante Hassiba Bent Bouali. Tous deux mourront dans la même cache, où une charge de plastic fera exploser les bombes entreposées. A droite, la cour du 5, impasse de la Grenade.

C'est déjà un homme. Il joue au dur et réussit à entrer dans le milieu. A compter de ce jour, il troque son nom, trop simple et trop clair, pour un sobriquet : Ali la Pointe. Son travail, c'est la protection des dames qui pullulent dans les maisons closes, très nombreuses dans cette périphérie de la ville. Comme si les Européens avaient fait exprès d'y rejeter tout ce qui était louche ou immoral à leurs yeux. Ils y venaient, pourtant, et avaient les leurs, de maisons, réputées discrètes et dont les noms prêtent à sourire : « la Lune », « le Chat-Noir », etc.

Ali avait sa zone. Il ne fallait pas venir piétiner ses plates-bandes. Les pactes d'honneur de la Casbah valent toute une jurisprudence rigoureuse. Chaque fois qu'on lui cherchait querelle, il se défendait. C'était la loi, quasi biologique, du « milieu ». Sinon, c'est la détronisation. Il pouvait faire ce métier, certes peu respectable.

Si on ne se référait à sa fiche de police, alors que, devenu l'adjoint de Yacef Saadi, il était recherché par toutes les polices et tous les « léopards » d'Algérie, on ne le croirait pas : « Amara Ali, dit



A.F.P.

Ali la Pointe, né le 14 mai 1930, à Miliana. D'Ahmed Ben Abdelkader et de Talakir Fatma Bent Ahmed. Un mètre soixante-neuf. Yeux marron. Cheveux châtain clair. Tatouages : *Zoubida-Cheda-Fellah*, sur main gauche; *Marche ou crève*, sur téton gauche; *Tais-toi*, dessus pied droit. »

Il avait pignon sur rue

Malgré cette sécheresse de la fiche de police, il était beau et avait le physique de l'emploi. Il savait aimer aussi. Ses tatouages le prouvent. Mince, de taille moyenne, tout en muscles et en sveltesse, il avait pour lui — à l'époque — sa jeunesse et sa révolte qui l'amenèrent à devenir un voyou et à gagner cet argent que les clients de la gare de Miliana donnaient si chichement. Chemin classique : la pauvreté, la misère, puis l'argent qui rentre facilement. Débrouillardise. Chemises de soie et chaussures pointues. Foulards fantaisistes et dents en or.

Amara Ali, petit ramasseur de balles, n'aurait pas été reconnu par sa pauvre mère. Il tenait la place et avait pignon sur rue. Tous les témoignages concordent : il était d'une grande générosité. Bon prince, il ne gardait pas rancune et oubliait tout après les plus terribles bagarres. En fait, c'était un sentimental qui, de temps en temps, montrait — quelque peu ostentatoirement — son couteau.

C'étaient les années 50. Amara Ali a beau devenir Ali la Pointe, se faire respecter par les truands musulmans, corses et maltais, mener rondement ses affaires et veiller à la tranquillité de ses femmes, il sait que l'essentiel n'est pas là. Car sa révolte est authentique. Ce n'est pas un voleur à la tire sournois ni un obsédé sanguinaire. La preuve : avant son passage à la révolution, il n'avait jamais tué un homme. Ce n'était pas son genre. Les Français d'Alger, apeurés et de plus en plus loin des réalités, en avaient fait un *M le Maudit* doublé d'un *Fantomas* aux ailes d'acier. A relire les manchettes des journaux algérois de l'époque, consacrés à Ali la Pointe, on est amusé par une imagination aussi délirante. Cela faisait certainement vendre!

C'étaient les années 50, et le déferlement de la guerre n'était pas loin. Ali était vaguement au courant de la situation politique mais il parlait plus souvent de football et des résultats du Mouloudia d'Alger que d'autre chose.

Un cheval de bataille

Cependant, parler du Mouloudia était déjà un acte politique, car l'histoire de ce club de football est parallèle à l'histoire du mouvement nationaliste. Un décret datant des années 20 avait interdit la formation d'équipes entièrement musulmanes. Il fallait qu'au moins trois joueurs fussent français ainsi que le président du club.

Les nationalistes avaient enfourché ce cheval de bataille et ils n'eurent gain de cause qu'en 1936, après l'avènement du Front populaire. C'est à ce moment-là que le Mouloudia Club d'Alger devint une équipe musulmane à 100 %. Parler football à Alger, c'était comparer les résultats du Mouloudia, club musulman, à ceux du Gallia Sport d'Alger, club pied-noir.

Les événements le catapultèrent. Le F.L.N., par l'intermédiaire de Larbi Ben M'Hidi, premier patron politique de la zone autonome d'Alger, et de Yacef Saadi, responsable des opérations, va recruter des militants. En rapport avec les truands dont il connaît le courage et la détermination, il va les contacter. Certains acceptent tout de suite. D'autres se verront imposer la loi du F.L.N., qui en viendra très vite à bout.

Ali la Pointe va marcher tout de suite. Ce voyou notoire avait compris qu'il y allait de sa dignité d'homme et que sa révolte était puérile. Il pressentait, cet analphabète qui se faisait écrire ses lettres par son assistante Hassiba Bent Bouali, que cette cause nationaliste qu'il allait embrasser était plus importante que sa pauvre occupation. Faire la loi aux femmes n'était pas un métier pour lui. Il lui fallait d'autres adversaires un peu plus valables et d'autres causes un peu plus nobles.

Humphrey Bogart... ou Pépé le Moko ?

Chez Ali, la prise de conscience allait être rapide. Il n'avait que vingt-quatre ans et comprenait que toutes ses actions étaient « du cinéma ». Il en avait plein le dos de jouer les Humphrey Bogart et les Pépé le Moko. Il était tout à coup adulte. Ce fut lui qui nettoya la Casbah de tous les petits truands qui voulaient continuer leur racket et leurs règlements de comptes, alors que la guerre battait son plein. Utilisant la persuasion, puis la violence, il régla ce problème. Dès lors, il n'y eut d'autre autorité que celle du F.L.N. sur les 80 000 habitants de la Casbah. H

Omar CHAÏR

CONTRE-TERRORISME : LA PEINE DU TALION"

18 NOVEMBRE 1954. Une Panhard de couleur grise s'arrête à l'angle du boulevard Bru et du chemin Fontaine-Bleue.

Il est 19 heures. Le quartier est calme. La nuit est presque tombée sur la ville.

Un homme de taille moyenne, le cheveu noir et dru, l'œil vif, la lèvre supérieure barrée par une fine moustache descend.

Le moteur de la Panhard continue de tourner. Le chauffeur et les deux hommes assis à l'arrière restent à l'intérieur du véhicule. Tous trois ne quittent pas des yeux celui qui gravit lentement le chemin Fontaine-Bleue.

Devant le nº 13, l'homme s'arrête, regarde l'enseigne d'un magasin de cordonnerie, hésite un très court instant. Puis, après avoir remonté le col de sa veste de tweed beige, il pénètre dans l'échoppe d'un pas rapide.

Il a une chaussure dans la main gauche. Sa main droite, qu'il a ôtée de sa poche quelques secondes auparavant, est dissimulée derrière son dos.

Le cordonnier, affairé, ne lève même pas les yeux. Il est pressé. La journée a été longue et il aurait dû déjà avoir fini son travail.

L'homme le salue à haute voix en lui tendant ostensiblement la chaussure. L'artisan lève la tête. Il n'a que le temps de voir le trou noir d'un pistolet. L'homme ne lui laisse même pas le temps d'esquisser le moindre geste. Le coup part. Atteint d'une balle de 7,65 en plein front, le cordonnier s'affale au milieu des vieilles paires de chaussures qui attendaient d'être réparées.

Il n'y a pas de témoin. La rue est vide.

Pour cette terre d'Algérie

Moins de dix minutes plus tard, les quatre hommes se trouvent attablés dans un bar de la place Bugeaud, en plein centre d'Alger, où les attendait le cinquième membre du commando.

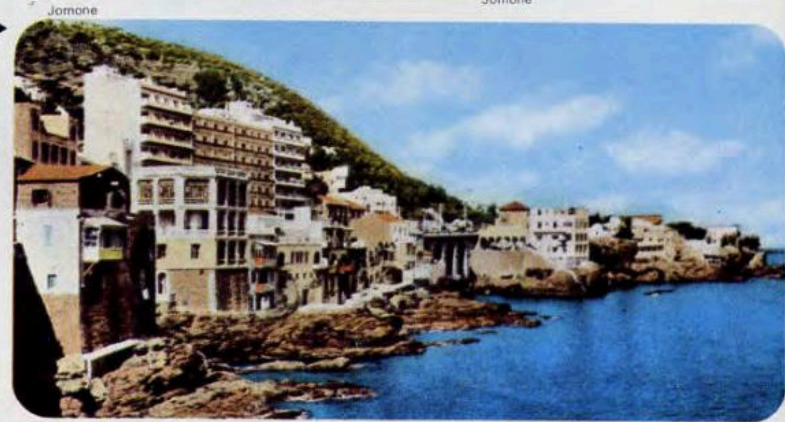
Ils viennent de commettre le premier attentat contre-terroriste de la guerre d'Algérie. Et pourtant la rébellion F.L.N. n'a éclaté que depuis dix-huit jours seulement.

Ces cinq hommes ne sont affiliés à aucun parti politique. La politique, comme beaucoup de Français d'Algérie, ils ne savent pas ce que c'est. Ce ne sont pas non plus de riches colons, même pas de moyens.

Ce sont simplement cinq « petits Blancs » de Bab-el-Oued qui ne se sont


Jomone

◄ La route moutonnière. Quand on arrivait à Alger par avion, on entrait dans la ville en survolant cette voie-là. Des quartiers qui, sous le soleil, n'ont jamais l'air d'être vraiment industriels.


Jomone

Saint-Eugène, fief de Raymond Laquière, maire inamovible. Les maisons y ont les pieds dans l'eau. C'était, à la Belle Époque, dans l'Algérie de 1900, la villégiature en vogue. ►


B.N.E.D.

◄ Le stade municipal construit à l'heure française et que l'Algérie indépendante a baptisé « Stade du 20-Août ». En 1957, une bombe F.L.N. y fit 12 morts et 45 blessés identifiés.


Jomone

L'aéroport de Maison-Blanche. Le premier des aérodromes nord-africains en 1955 et le deuxième des aéroports français après Paris. Sa superficie dépassait alors 1 000 hectares. ►

pas longtemps posé la question : « Pourquoi les Arabes nous détestent-ils? Pourquoi veulent-ils nous chasser d'un pays qui est le nôtre aussi bien que le leur? »

Le 15 novembre, voyant que ceux qui ont pour charge de rétablir l'ordre sont défaillants, ils décident que c'est à eux de faire quelque chose.

◄ La première cible du contre-terrorisme, à Alger, sera un cordonnier du chemin Fontaine-Bleue. Dix-huit jours seulement après que la rébellion eut éclaté. « Pourquoi vouloir nous chasser d'un pays qui est le nôtre autant que le leur? »

C. Barrey/Atlas-Photo

Dans un appartement du quartier Nelson, à Bab-el-Oued, ce soir-là, ils sont réunis tous les cinq : Joseph Rizza, un contrôleur de trolleybus travaillant aux Transports algériens (T.A.), trois de ses amis qu'il a lui-même recrutés et qui, comme lui, sont employés aux T.A. : V. S..., J. S..., J. G..., qui, plus tard, se rendra célèbre sous le nom de « Jésus de Bab-el-Oued », et R. C..., qui tient le bar « la Belle-Étoile », place Bugeaud.

Très vite, les cinq hommes se mettent d'accord sur un point : les déclarations officielles ne sont énergiques que verbalement, alors c'est à nous de passer à l'action et au plus vite en employant les mêmes méthodes que les terroristes arabes.

Mais pour ce faire, ils n'ont pas beaucoup d'armes; quatre, en tout et pour tout, récupérées à la fin de la guerre en 1945, un pistolet « Astra » 7,65 d'origine espagnole, un pistolet « Victoria » anglais, une mitraillette allemande PM-40, et un pistolet mitrailleur « Sten ».

Leurs moyens financiers sont aussi très limités. R. C... n'est que le gérant de « la Belle-Étoile », un tout petit bistrot entouré par les deux géants de la profession que sont le « Novelty » et le « Milk-Bar ». Quant aux quatre autres membres de l'équipe, ils sont encore moins bien lotis. Aucun d'eux ne gagne plus de 100 000 francs par mois.

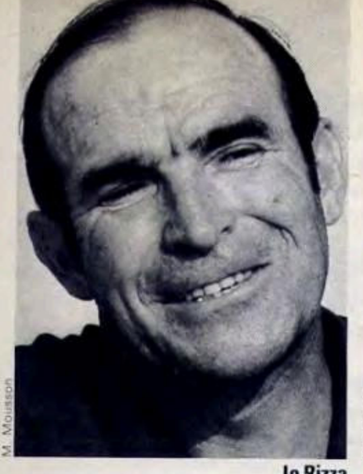
La partie qu'ils ont décidé d'engager ne sera donc pas facile. Mais leur volonté est grande. Ils sont jeunes — aucun n'a doublé le cap des vingt-huit ans — et ils sont prêts à tous les sacrifices. Cette terre d'Algérie, ils l'aiment par-dessus tout. ►


Jomone

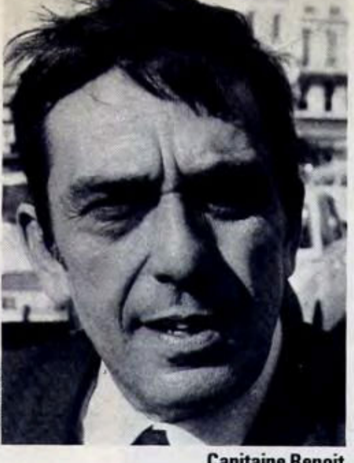
Place Bugeaud, ► traversée par la rue d'Isly. Après l'octroi de l'indépendance, on l'appellera place de l'Émir-Abd-el-Kader, et la ville peindra ses balcons en bleu, comme en Tunisie.


Jomone

Alger. Place ► du Gouvernement. Le terminusdesautobus et des trolley-bus, au pied de la Casbah. C'était également le lieu de rendez-vous des agents du F.L.N. ...souvent aussi celui des contre-terroristes.



Jo Rizza



Capitaine Benoit



Philippe Castille



Jésus de Bab-el-Oued



A leur tour, les pieds-noirs vont connaître la prison de Barberousse. Au premier plan, u

"Jésus de Bab-el-Oued" et quatre de ses disciples décident, un soir de novembre 1954 : "œil pour œil, dent pour dent" et avec 4 armes !...

C'est le lendemain de cette première réunion, le 16 novembre, que R. C... obtient le renseignement concernant le cordonnier du chemin Fontaine-Bleue. L'homme est un responsable du M.T.L.D. Ils décident donc de l'abattre. Mais aucun des cinq hommes ne veut céder sa place à un autre. R. C..., encore lui, trouve la solution qui permettra de faire le choix : jouer à pile ou face. Jésus est le premier à être éliminé, ensuite, c'est au tour de C..., puis de S... et de J. S... C'est donc à Jo Rizza que revient la charge d'exécuter cette première opération qui ne sera que le début d'un long combat qui ne cessera qu'avec l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962.

« Les débuts ont été très difficiles, dira plus tard Jo Rizza. Nous devions nous méfier de tout le monde et éviter de parler de nos activités même aux membres de notre propre famille. Pour trouver l'argent nécessaire à l'achat de l'essence et des cartouches, nous devions nous priver de tout, même de l'apéritif et des cigarettes.

» D'autre part, n'ayant aucune connaissance de ce genre d'action, nous ne savions pas comment nous y prendre pour recruter. Nous avions peur de tout, même de notre ombre.

» A cause de cette politique de vie en vase clos, les renseignements ne nous parvenaient pas. Notre action se trouvant par là même paralysée, nous avons alors décidé de rendre coup pour coup, un peu au hasard. Nous tuions peut-être des innocents, mais le F.L.N. n'en faisait-il pas tout autant ? Et c'était lui qui avait commencé. »

Le car de Djidjelli

Alors, on put voir, en ce début de l'année 1955, les hommes de Jo Rizza user de la loi du talion. Si le F.L.N. commettait un attentat contre un bar européen, ils mitraillaient un café maure. Si un mariage européen était grenadé, ils s'attaquaient à un mariage musulman.

Ce n'est qu'en avril 1955 que le commando vit ses effectifs grossir quelque peu avec l'arrivée d'un garagiste algérois, A. V... Pour Jo Rizza et ses hommes, un problème crucial se trouvait ainsi résolu : celui des voitures. V... mit à leur disposition un véritable petit parc automobile. Ainsi, le commando pouvait opérer chaque fois avec un véhicule différent. Ce qui lui donna une plus grande marge de sécurité.

Les opérations étaient mieux organisées et par conséquent plus efficaces. La mi-juin 1955 marqua un tournant dans l'histoire du contre-terrorisme.

Le 10 juin, un car de la compagnie Air France faisant la liaison Maison-Blanche-Alger fut mitraillé par un commando du F.L.N. avant le petit bourg du Retour-de-la-Chasse.

Jo Rizza décida aussitôt de réagir. C'est aussi à un car que lui et ses hommes s'attaqueraient.

Chaque samedi, un autocar de la Compagnie djidjélienne, rempli de musulmans, quittait le boulevard Baudin en direction de la Kabylie. Un des membres du commando prit place à proximité de l'arrêt afin de vérifier si aucun Européen ne prenait place dans le car avant son départ.

Les cinq autres contre-terroristes attendaient, 200 mètres plus loin, cachés à l'intérieur d'une camionnette bâchée.

A 14 heures précises, le car bondé s'ébranla. La camionnette se laissa dépasser et le prit en filature. Le convoi ainsi formé emprunta la route moutonnière, déserte à cette heure.

A la hauteur du cimetière de Hussein-Dey, la camionnette se porta à la hauteur du car.

Jo Rizza, PM-40 au poing, et J..., brandissant la Sten, surgirent comme des diables de dessous la bâche et vidèrent deux chargeurs chacun sur les 120 passagers du car.

Le lourd véhicule, dont le chauffeur avait été atteint quitta la chaussée et alla s'écraser, à près de 70 km/h, contre un mur. La camionnette continua sa route, arriva à l'hippodrome du Caroubier, tourna à droite, traversa le pont qui



...e leurs avocats, Me Jacques Laquière.

◀ Ceux qui ont réagi dès les premiers jours de la rébellion. *De gauche à droite, en haut :* Jo Rizza, l'un des cinq premiers contre-terroristes, le capitaine Benoit, des S.R. français. *En bas :* Philippe Castille, Jésus de Bab-el-Oued, un ancien des F.F.L.

La lutte clandestine ▶ obligeait les terroristes du F.L.N. à adopter plusieurs identités et à changer fréquemment leur physionomie. Les contre-terroristes français utilisaient les mêmes méthodes. Ci-contre, les transformations de l'un d'eux.

Photos Ribeaud

dominait la voie ferrée et se perdit dans Hussein-Dey.

Dans le car, on releva 60 morts et plus de 40 blessés. Ce fut le plus gros résultat opérationnel obtenu par le commando Rizza.

Cette opération eut un grand retentissement auprès de la population européenne d'Alger.

Le contre-terrorisme venait d'obtenir en quelque sorte son acte de naissance quasi officiel.

Grâce à cet attentat, le groupe Rizza, un peu à bout de souffle, reçut une bouffée d'oxygène avec l'arrivée du docteur P...

Un cafetier du Forum

Celui que l'on devait appeler plus tard le « saint Vincent de Paul de Bab-el-Oued » était alors médecin d'un club de football : le Gallia Sport Algérois. Et c'est par l'intermédiaire d'un cousin de Jo Rizza, gardien de but du club, qu'il fut recruté.

Après s'être essayé à l'action, le docteur devint très rapidement le principal bailleur de fonds du groupe ainsi que le fournisseur d'armes et de munitions. Cela, grâce à ses relations.

L'automne de 1955 le vit voler de ses propres ailes et former son commando : six hommes qui allaient faire parler d'eux, un propriétaire de billards électriques, G. C..., un garagiste, H. M..., un horloger, C. T..., un pompier, M. F... et deux employés de bureau, G. M... et A. G...

Durant l'été, d'autres équipes étaient nées. Celle des frères di Roza, qui devaient trouver la mort quelques mois plus tard; celle de R. Y... et de V. M..., dit « Vincent le Chauve »; enfin, le groupe du docteur K..., qui était de loin le plus important en nombre, avec M. F..., P. C... et G. W...

C'est aussi à ce moment que l'on voit apparaître un cafetier du Forum, responsable des groupes « Action » du mouvement Poujade, Jo Ortiz, ainsi qu'un agriculteur de la Mitidja : Martel.

Tous ces groupes agissent chacun pour son compte, sans liaison et souvent en ▶



◄ Terroristes et contre-terroristes possédaient un armement disparate. Il provenait essentiellement de matériel souvent acheté aux soldats américains et parfois britanniques. Les trafiquants d'armes ne manquèrent pas d'approvisionner ce marché. Ils devaient au cours des années le développer encore pour le F.L.N.

curieuse collaboration entre les services secrets et les réseaux contre-terroristes

dépit du bon sens. Des hommes d'équipes différentes se retrouvent parfois sur le même lieu pour commettre le même attentat.

Le docteur P... prend alors conscience que ce b..., comme il le dit lui-même, ne peut plus durer et décide de prendre contact avec les chefs des différentes équipes pour tenter d'établir une politique commune.

La réunion a lieu début janvier 1956 chez M..., à Saint-Eugène. A défaut d'une unification des groupes, une décision est prise, se concerter avant toute action et grouper les équipes en cas de nécessité.

C'est ce qui sera fait le 6 février 1956, avec l'arrivée de Guy Mollet à Alger.

Le groupe Rizza n'étant maintenant plus seul, les attentats individuels et à la bombe se poursuivent à un rythme accéléré pour aboutir à celui du bain maure de la rue de Thèbes.

Cette fois encore, la décision est prise chez M... Trois représentants d'équipes différentes sont présents, C..., Jo Rizza et M. F... Comme toujours, chacun se porte volontaire. Alors, comme chaque fois aussi, un recours : pile ou face. Le sort désigne M. F... Le 10 avril 1956, une charge de 30 kg de cheddite déchire l'air de la basse Casbah, faisant une cinquantaine de morts.

Le contre-terrorisme algérois va prendre un second tournant. Le S.D.E.C.E., stationné à la villa « la Madeleine » sur les hauteurs, décide de ne plus laisser agir seuls les contre-terroristes, mais de les utiliser à bon escient afin d'éviter des erreurs comme celle du 9 de la rue de Thèbes.

Le premier contact est pris en septembre 1956 avec Jo Rizza.

Un homme brun était assis

« J'étais au dépôt des T.A., au Telemly, a raconté Rizza, lorsque je fus demandé au bureau du surveillant. Il était aux environs de midi. Je m'apprêtais à aller déjeuner chez moi.

» Sans hésiter, je me rendis au bureau. Un homme de taille moyenne, brun, était assis. Il me dit venir me voir de la part d'un de mes amis. Je restai sur mes gardes. Il me proposa alors de me raccompagner chez moi. J'acceptai. En cours de route, il me dit qu'il était du S.D.E.C.E., qu'il savait quelle était mon activité extra-professionnelle et qu'il souhaitait qu'on travaillât ensemble. J'étais très réticent. Je niai toute participation à quoi que ce fût et lui dis : « Je ne comprends rien à » ce que vous me dites. » Puis je coupai court à tout entretien.

» Quelques jours après, le même homme — il s'agissait du lieutenant G. A..., je le sus plus tard — vint me voir, toujours au dépôt des T.A. Il était accompagné d'un capitaine, lui aussi du S.D.E.C.E. Ils me firent un grand numéro sur leur attachement à l'Algérie française. Mais toujours sur mes gardes, je ne voulus rien savoir. »

Les contacts se poursuivent ainsi pendant plus d'un mois avec Rizza et d'autres membres des réseaux contre-terroristes, dont G. W...

Prenant, avec le temps, un peu plus confiance, W... et Rizza acceptent que les officiers du S.D.E.C.E., A... et le capitaine K..., leur transmettent des renseignements qu'ils utiliseront sans jamais rendre compte. Cette collaboration curieuse dure quelques semaines, jusqu'à ce que Rizza mette la main sur un important responsable F.L.N. d'Alger, un buraliste de la rue d'Isly, Chaouch. Alors la collaboration deviendra totale entre les contre-terroristes et la direction du S.D.E.C.E. H

Pierre DÉMARET



Coll. Benhamou

Le commissaire principal Benhamou passe en revue un détachement de la police urbaine d'Alger. En 1954, quand éclate la rébellion, 6 838 hommes constituent les maigres effectifs d'une police chargée d'agir sur 210 000 km², peuplés par 8 931 137 habitants. Le commissaire Benhamou avait été nommé au poste d'Alger le 24 juin 1954 par le gouverneur général de l'Algérie, à l'époque Roger Léonard, ancien préfet de police, qui devait exercer ses fonctions de 1951 à 1955, avant d'être nommé premier président de la Cour des Comptes.

UN DUR MÉTIER : "FLIC ALGÉROIS"

« TOUT est calme, tout est tranquille » tel avait été le sentiment général exprimé lors du voyage effectué en Algérie, fin septembre et début octobre 1954, par François Mitterrand. Le ministre de l'Intérieur était venu se rendre compte sur place des dégâts occasionnés par le séisme d'Orléansville, qui avait fait plus de huit cents morts. Au cours de la tournée, nombreux avaient été les contacts noués avec les notabilités locales; partout, le ton avait été chaleureux, rassurant. Et en retour, François Mitterrand, s'adressant à l'Assemblée algérienne, avait évoqué à grands traits les perspectives futures du pays : « Nous devons avoir une vision claire de ce que sera l'Algérie démocratique à la fin du siècle », avait-il notamment déclaré. L'évocation de ces lointains horizons fit passer un imperceptible frémissement d'aise dans l'assistance : dans cinquante années encore — et pourquoi pas éternellement ? — l'Algérie serait donc étroitement liée au char de l'Etat français.

Dès lors que tout allait pour le mieux, pourquoi eût-on déployé un appareil policier que les partis de l'opposition, en métropole, eussent certainement qualifié de pléthorique ? Hélas! à partir du moment où va éclater la rébellion, les effectifs des forces de l'ordre se révéleront tragiquement insuffisants.

La lourde mission de la police

En effet, sur les 210 000 km² couverts par les trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine — non compris les territoires du Sud — on compte tout juste 6 838 fonctionnaires répartis entre les services des Renseignements généraux, la police judiciaire et la police urbaine. C'est en réalité bien peu en face des 9 millions d'habitants (très exactement 8 931 137 personnes d'après le recensement du 31 octobre 1954) de l'Algérie, parmi lesquels on dénombre 7 956 892 ressortissants d'origine musulmane et 974 245 Européens de souche.

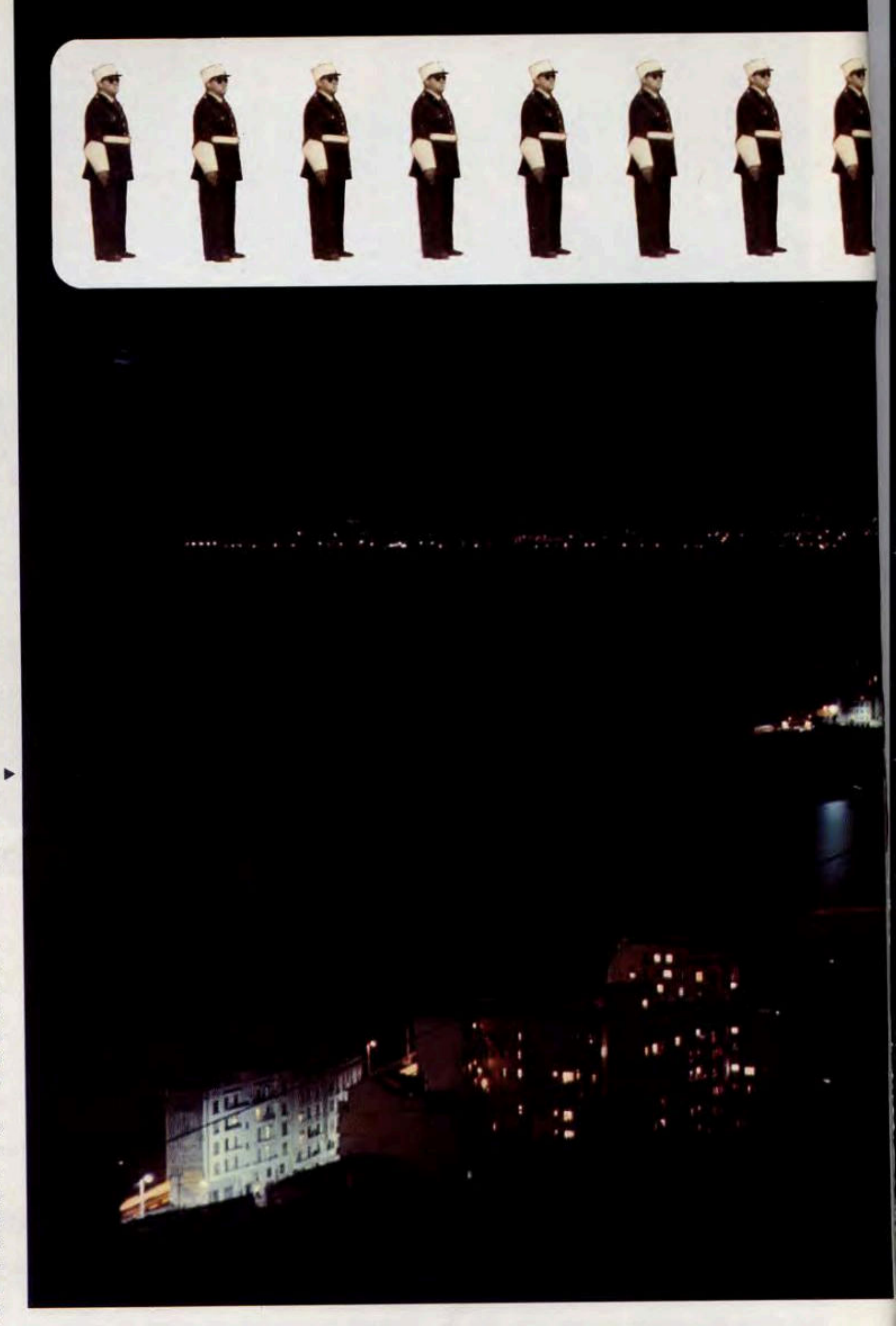
En comparaison, la France compte, à l'époque, 43 millions d'habitants et dispose d'au moins 50 000 fonctionnaires de police. La métropole, il est vrai, couvre une surface de 550 000 km², mais elle a aussi des moyens de communication autrement développés qu'en Algérie, laquelle, à l'exception des grands axes, utilise de nombreux chemins vicinaux, sinon des sentiers muletiers, et un équipement de navigation aérienne, de lignes téléphoniques, etc., notablement inférieur à celui de la métropole. Cela explique notamment le fait que, depuis cent vingt ans de présence française, certains douars n'aient

comme au Châtelet, les mêmes revenaient pour faire nombre

encore jamais vu le bicorne ou le képi d'un gendarme.

A Alger même et dans les cinq communes qui y sont rattachées — Birmandreis, El-Biar, Kouba, Hussein-Dey et Saint-Eugène —, le maintien de l'ordre est assuré par la police d'Etat. Celle-ci est placée sous les ordres du préfet du département d'Alger, Tremeaud, lui-même assisté d'un secrétaire général pour la police. Ici encore la disproportion entre les effectifs des représentants du maintien de l'ordre et la population civile est flagrante : le « grand » Alger compte 635 000 habitants dont 400 000 pour la seule ville d'Alger divisée en douze arrondissements. Or le corps urbain compte 1 562 fonctionnaires; c'est très peu, c'est bien trop peu si l'on songe aux multiples missions dont il est traditionnellement investi et qu'il semble opportun de devoir rappeler ici.

Sur le plan préventif, il assure l'ordre dans les rues, foires et marchés, la circulation des véhicules et des piétons, la salubrité, l'hygiène. Il intervient pour canaliser les défilés autorisés et disperser éventuellement les manifestants. Sa présence est, d'autre part, discrète mais vigilante autour des débits de boisson et des divers établissements publics d'où peuvent toujours jaillir bagarres et manifestations.



Alger, la nuit, où 20 gardiens de la paix, au plus, ▶ assuraient la sécurité de la population. Encore, par prudence, se déplaçaient-ils deux par deux. Des camionnettes les emmenaient sur les hauteurs de la ville, d'où ils redescendaient, jamais par les mêmes rues, pour avoir l'air d'être nombreux.

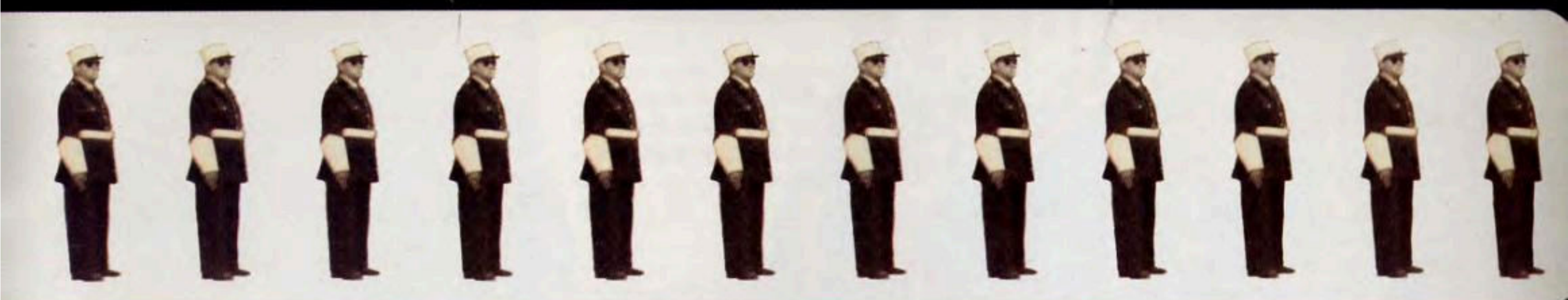
Sur le plan administratif, la police urbaine est chargée de toute une « paperasse » : délivrance de certificats et attestations, constitution de dossiers pour les passeports et cartes d'identité, remise d'autorisations pour les produits soumis à réglementation, surveillance et saisie éventuelle de journaux et de tracts interdits. Entre, en outre, dans ses attributions le débrouillage des « chikaïas », ces disputes et contestations d'autant plus fréquentes que l'Algérie, comme les autres Etats musulmans, est plus un pays de droit coutumier que de droit écrit.

Sur le plan judiciaire, enfin, elle reçoit plaintes et dénonciations, exécute les mandats de justice, constate les infractions et enquête sur les crimes et délits, en collaboration étroite avec les services spécialisés de la P.J.

Or, en faisant intervenir les « roulements », les congés et les absences pour maladie ou autre indisponibilité, on en arrive à une carence effarante des effectifs de police. C'est ainsi que, pour assurer la protection des personnes et des biens à Alger même, on ne compte que cinq gardiens de la paix par arrondissement le jour, et deux seulement la nuit! Avec des arrondissements aussi peuplés que ceux de Bab-el-Oued — 70 000 habitants — ou de la Casbah — 80 000 habitants —, on devine aisément combien sont insignifiants ces moyens de protection. Telle est pourtant la situation lorsque des commandos constitués par les « durs » du M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et de l'Organisation spéciale du P.P.A. (parti populaire algérien) posent les premières bombes de la rébellion en différents points de la ville. Fort heureusement, ces engins, de fabrication artisanale, s'ils font du bruit, ne causent aucun dommage. Du moins l'alerte prend-elle valeur d'avertissement.

Le commencement de la sagesse

A cette époque, le « patron » de la police d'Etat est le commissaire divisionnaire Germain Benhamou, qui a notamment sous ses ordres dix-sept commissaires divisionnaires, principaux et de



Pierre Tétrel

police. Le problème des effectifs est pour lui un souci quotidien.

En effet, pour une circonscription urbaine aussi importante et aussi remuante qu'Alger, il ne pouvait étaler sur la voie publique qu'une vingtaine de gardiens de la paix, au plus, la nuit et encore ceux-ci, par souci de sécurité, circulaient-ils par groupes de deux.

Informé de cet état de choses, le directeur de la Sécurité générale, le préfet Jean Vaujour, voulut s'assurer par lui-même de l'emploi judicieux des effectifs mis à la disposition de la police d'Etat d'Alger et de la nécessité de les faire augmenter, comme le lui demandait le commissaire central.

Et c'est ainsi qu'un soir, vers minuit, il téléphona à Benhamou pour lui demander de l'accompagner sur-le-champ au commissariat central en vue de relever les différentes servitudes figurant sur les feuilles de service, chiffrer les postes statiques et le personnel désigné pour ces gardes, ainsi que celui resté disponible pour la surveillance effective en ville, qu'il tenait à voir manœuvrer.

Il vit alors ces dix patrouilles de deux gardiens de la paix prendre place avec leurs bicyclettes dans les camionnettes, qui les transportèrent sur les hauteurs d'Alger, d'où elles aboutirent en quelques minutes dans les artères principales, parallèles au port, la ville d'Alger étant en gradins.

Ces opérations se renouvelant assez souvent, grâce à cette topographie particulière d'Alger, et les patrouilles empruntant chaque fois un itinéraire différent, la police était vue partout. Ainsi compense-t-on la faiblesse numérique par le don d'ubiquité.

Car la vue d'un képi, nul ne l'ignore, est le commencement de la sagesse. Et ce qui est vrai dans toutes les nations du monde l'est d'autant plus à Alger que la

J.-M. Dorveaux

Coll. Benhamou

27 mai 1956, 14 heures : 1500 policiers "plongent" en Casbah

police y jouit d'un prestige exceptionnel dû non seulement à l'autorité spéciale que confère l'uniforme, mais aussi à son efficacité maintes fois prouvée, grâce à ses commissaires et cadres qui possèdent un sens du devoir, un zèle et aussi une compétence à toute épreuve.

Droit commun ou terrorisme ?

A partir du moment où éclate la rébellion, les enquêtes concernant les crimes vont être d'autant plus difficiles à mener qu'en présence d'un cadavre les autorités judiciaires se posent chaque fois la même question : s'agit-il d'une affaire de droit commun ou est-on en présence d'un acte de terrorisme ?

Mais dans l'un ou l'autre cas, et en attendant la proclamation de l'état d'urgence, l'arsenal des sanctions pénales est le même qu'en métropole : c'est assez souligner l'inefficacité d'un tel système.



Et cela tient, malheureusement, à l'enchaînement d'une logique dans laquelle notre esprit cartésien s'est laissé enfermer : l'Algérie étant une partie du territoire de la République, il ne peut y avoir de guerre entre Français. Les mêmes lois s'appliquent donc de façon identique de part et d'autre de la Méditerranée.

Et l'on aboutit à des comportements qui, justifiables en métropole, deviennent aberrants en Algérie. Un suspect est-il arrêté au hasard d'une patrouille dans les rues d'Alger ? Conduit au commissariat, il est fouillé, son identité est vérifiée, de même que sont passées au crible ses activités et ses fréquentations. Celles-ci démontrent-elles, informations soigneusement recueillies, que cet individu appartient à l'une des cellules locales qui ont proféré des menaces contre leurs coreligionnaires



J.-M. Dorveaux

◀ Devant le commissariat central d'Alger, boulevard Baudin, Robert Lacoste, Max Lejeune, le général Lorillot, l'amiral Auboyneau, avant le défilé de la 7e D.M.R., arrivée d'Allemagne. Dans la nuit d'Alger, face à la mer, se détachaient les grands édifices officiels illuminés. Ici, la préfecture.

Autre halte, pour les agents de la police algéroise, l'hôtel de ville d'Alger, qu'on n'appellera jamais que « la nouvelle mairie », et qui se dresse, boulevard Carnot ou boulevard Front-de-Mer, entre la préfecture et le casino municipal. Au fil des mois, un lieu de rassemblement. ▼



J.-M. Dorveaux



◀ L'amirauté d'Alger, ancien fort turc. Sous ses voûtes sont scellées deux plaques en souvenir des consuls Le Vacher et Piolle, mis à mort en 1683 par les Turcs, qui les attachèrent à la gueule d'un canon.

pour obtenir le respect des consignes prescrites par le parti, ou commis des extorsions de fonds au profit de ce dernier, ou exercé des pressions menaçantes sur des policiers de confession islamique — qui ne peuvent, hélas! et pour cause, témoigner? Il nie avec une farouche énergie et contre toute évidence.

Présenté au parquet, il est placé sous mandat de dépôt. Mais, comme par hasard, surtout quand il s'agit d'un « gros bonnet », une campagne de presse se déclenche, qui dénonce le caractère arbitraire de cette arrestation et stigmatise l'œuvre néfaste de la police. Alors, les tribunaux chargés de cette affaire font preuve d'une large mansuétude en le condamnant à une légère peine de principe ou en le relaxant purement et simplement.

Comment s'étonner, après cela, des inévitables « bavures »? Comment s'étonner que la police, puis l'armée, en aient eu assez de toujours présenter devant le parquet des individus assez malins pour détourner d'eux des preuves formelles de collusion avec le F.L.N.? Comment s'étonner, dès lors, de ces expéditives « corvées de bois » (reprochées surtout par une certaine presse aux policiers exerçant dans le bled) qui ont, à plusieurs reprises, remplacé de longues et inutiles procédures?

Mais on n'en est pas encore là à Alger, au cours des premiers mois de la rébellion. Jusqu'à l'été de 1955, la vie de la capitale continue à s'écouler dans une atmosphère de nonchalante insouciance. Les rues charrient toujours les mêmes foules denses et bigarrées; aux terrasses des cafés — à l'Otomatic, au Coq-Hardi, au Bar des Facultés ou chez le glacier Grozzoli — la clientèle défile comme avant les événements. Et les trolleybus qui vont vers Pointe-Pescade continuent à faire le plein de baigneurs et de baigneuses.

A l'époque, la technique de lutte contre les hors-la-loi est essentiellement préventive. Elle est à la fois simple et efficace : il s'agit de petits commandos composés de deux fonctionnaires en civil et d'un agent en uniforme; ce dernier se poste bien en évidence à un carrefour ou au coin d'une rue. A sa vue, les porteurs d'armes ou d'explosifs changent généralement de cap. C'est alors que les policiers en civil sortent de l'ombre et appréhendent les suspects.

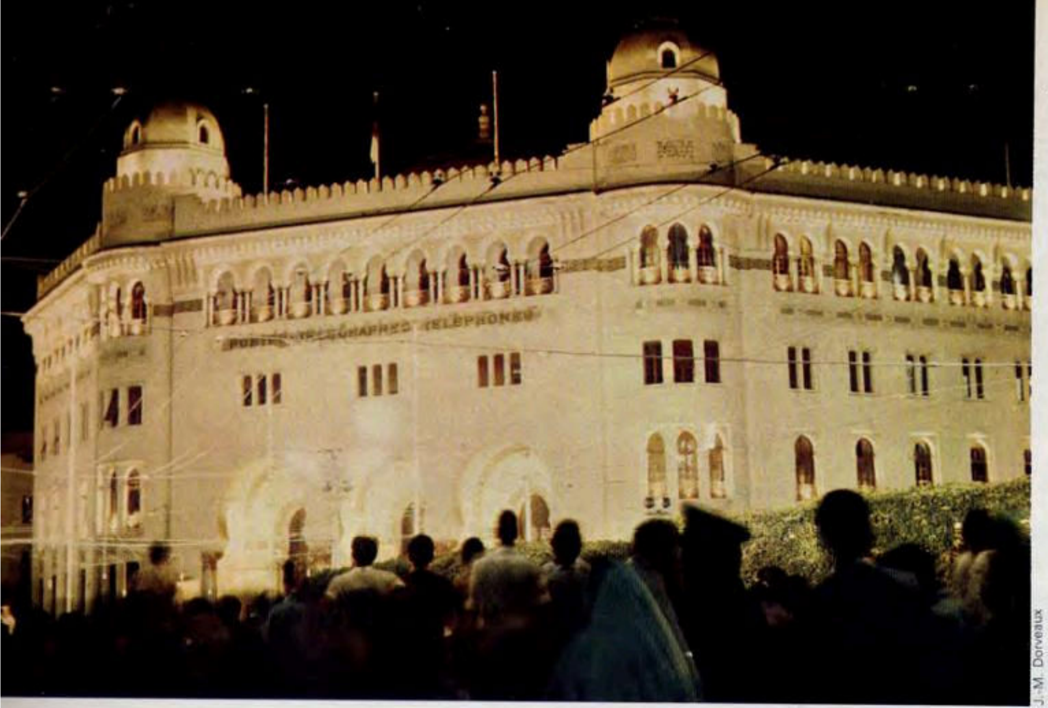
Et de temps à autre, chaque fois que les effectifs le permettent, des rafles, des barrages ou des quadrillages sont effectués à l'improviste, au cours desquels il est procédé à des fouilles « à corps » et des valises. Opérations très payantes puisqu'elles ont abouti à la saisie d'un grand nombre d'armes et d'explosifs, sans préjudice de la crainte qu'elles inspirent aux terroristes.

La guerre sur deux fronts

Ce n'est que plus tard, le 27 mai 1956, qu'aura lieu l'investissement de la Casbah à la suite d'un nombre de plus en plus grand d'attentats individuels et du massacre d'une section d'appelés dans les gorges de Palestro, en Kabylie. Cette opération se déroule de 4 heures à 17 heures. Tandis que l'armée « boucle » la ville arabe, 1 500 policiers « plongent » dans la Casbah, répartie en quarante îlots, chacun d'eux comportant un « atelier » de fouille avec, à sa tête, un commissaire ou un officier de police judiciaire.

Mais déjà, depuis l'été de 1955, les choses ont changé : le F.L.N., qui a éliminé le M.N.A. de Messali Hadj, puise un regain de force auprès des « pays frères » du monde arabe; il y est officiellement reconnu comme le parti de l'indépendance. Les collectes de fonds s'étendent, les meurtres se multiplient et atteignent plus particulièrement des policiers, d'abord de confession islamique, connus pour leurs sentiments francophiles et le zèle déployé dans la lutte contre le terrorisme, puis d'origine européenne, parmi lesquels figurait le commissaire principal Freddy, attentat qui aurait sans doute provoqué une ratonnade sanglante sans l'intervention ferme et immédiate du commissariat central.

Certains jours, même, les rues changent de visage : quand le F.L.N. ordonne une grève générale, les commerçants doivent garder baissé le rideau de leur magasin et se terrer dans l'arrière-boutique. Les ▶



J.-M. Dorveaux

◀ Un îlot éclatant dans la nuit, la grande poste. Sa façade principale donne sur la place Charles-Péguy. C'est là que vont se dérouler, à partir du 6 février 1956, toutes les grandes manifestations de foule algéroises.

7 janvier 1957 : c'est la bataille d'Alger!

deux communautés commencent à avoir peur l'une de l'autre et, imperceptiblement, un fossé se creuse.

C'est que les pieds-noirs deviennent à leur tour remuants. Plus peut-être que le F.L.N., c'est un des leurs, Albert Camus, qui les inquiète. Le grand écrivain est libéral, généreux; il voudrait qu'un même amour profond unît les deux races. Mais on crie à l'utopie, à la démagogie, à la faiblesse. On prend alors l'habitude de descendre dans la rue à tout propos. On conspue Camus et l'on crie « Victoire ». On organise des réunions, des manifestations et, presque journellement, on dépose une gerbe de fleurs au monument aux morts. Les policiers canalisent les manifestants et ces cortèges d'anciens combattants en tête desquels défilent généralement les grands mutilés; ils veillent à ce qu'ils n'empruntent pas des voies menant vers les quartiers arabes afin d'éviter tout choc entre les deux fractions de la population algéroise.

Certes, des C.R.S. sont venus renforcer les policiers, notamment après le départ du gouverneur général Soustelle et le 6 février 1956, jour où Guy Mollet, chef du gouvernement, est venu à son tour s'incliner au monument aux morts d'Alger. Mais c'est un appoint dérisoire : tout Alger est dans la rue; foule houleuse, grondante, menaçant de faire mauvais parti au président du Conseil qui amène, en la personne du général Catroux, un ministre résident dont elle ne veut pas. En fait de visite officielle, Guy Mollet ira à la sauvette jusqu'à Diar-el-Mahçoul, où Jacques Chevallier, maire d'Alger, lui fait visiter des logements sociaux.

Pour la police commence alors une véritable guerre sur deux fronts où elle fait preuve de courage et de sang-froid tout en s'attachant à éviter que le sang ne coule (à noter que, malgré la présence de 300 000 manifestants décidés, lors de l'arrivée de Guy Mollet à Alger, il n'a été déploré aucune victime par arme à feu).

Mais, le 27 décembre 1956, Amédée Froger, président de la Fédération des maires d'Algérie, est assassiné et ses obsèques donnent lieu, hélas! à d'affreuses ratonnades. La police, elle-même traumatisée par ce lâche attentat commis sur un septuagénaire, est impuissante à endiguer ce furieux accès de colère populaire. C'est à ce moment-là que le gouvernement français décide de transférer les responsabilités du maintien de l'ordre aux autorités militaires, et ce, en application du décret du 17 mars 1956 relatif aux pouvoirs spéciaux attribués au gouverneur général, devenu, par la suite, ministre résident chargé des affaires d'Algérie.

Et le 7 janvier 1957, le général Massu, à la tête de la 10e division de parachutistes, prend possession de l'agglomération algéroise, où il est chargé d'assurer le maintien de l'ordre. Cette date marque le début de la bataille d'Alger, qu'il va livrer et gagner.

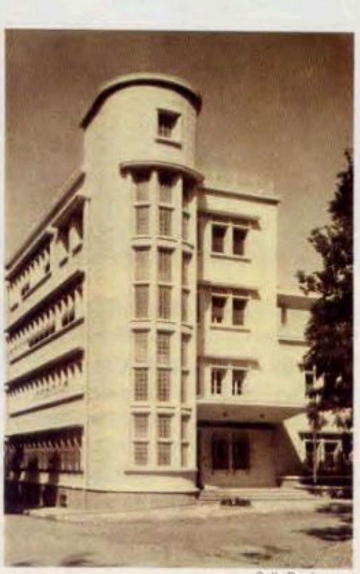
A partir de cette époque, les conditions de travail de la police vont se transformer radicalement : elle agit en collaboration étroite avec l'armée dont chaque régiment possède une cellule de renseignements dirigée par un O.R. (officier de renseignements). D'autre part, deux services de police — la sécurité générale et la sûreté nationale — vont fusionner; cette mesure permet l'envoi en Algérie de quelque 600 fonctionnaires en provenance du Maroc et de Tunisie, ainsi que d'un millier de policiers originaires de métropole, mais ces derniers ne pourront jouer qu'un rôle secondaire, ignorant la langue et l'état d'esprit des populations algériennes. Enfin, dans l'arsenal des moyens légaux, apparaissent les C.T.T. (centres de tri et de transit), où le séjour des suspects arrêtés peut être prolongé à volonté. H

Denis BALDENSPERGER



Coll. Benhamou

◀ Après le 13 mai 1958, le colonel Godard *(en béret de para)* deviendra « patron » de la sûreté nationale en Algérie. Ici, à l'école de police d'Hussein-Dey.



Coll. Benhamou

L'hôtel de police ▶ de Blida. Édifié en 1958. Il fut un temps, en 1957, où la police travailla avec l'armée, dans la recherche du renseignement.

CHRONOLOGIE Novembre 1955

FRANCE

3 : l'Assemblée nationale adopte le projet d'élections anticipées.
5 : mort de Maurice Utrillo.
6 : Édouard Herriot reprend la présidence du parti radical.
12 : mort de Madame René Coty.
27 : mort d'Arthur Honegger.
29 : le cabinet Edgar Faure renversé par l'Assemblée nationale (318 voix contre 218).
30 : dissolution de l'Assemblée nationale.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2 : Ben Gourion forme un cabinet de coalition en Israël.
Incident militaire égypto-israélien à El-Anja.
4 : octroi d'une nouvelle Constitution en Éthiopie.
5 : le gouvernement français approuve le rétablissement de Mohammed ben Youssef sur le trône chérifien.
11 : nouveaux incidents anglo-arabes à Buraimi.
Évasions de la prison de Constantine.
13 : M. Dubois, nouveau résident général à Rabat.
16 : Mohammed ben Youssef rentre à Rabat.
21 : réunion du Conseil de l'organisation de la défense du Moyen-Orient à Bagdad.
25 : l'Assemblée générale des Nations unies se dessaisit de l'affaire algérienne.

AMÉRIQUE

7 : succès des démocrates aux élections partielles aux États-Unis.
8 : au Brésil, Café Filho cède la présidence à Carloz Luz.
11 : Carlos Luz chassé par un coup d'État militaire est remplacé par Nereu Ramos.
13 : le général Aramburu succède à Eduardo Lonardi en Argentine.
14 : grève générale péroniste en Argentine.
25 : état de siège au Brésil.

ASIE

4 : incidents à la frontière afghano-pakistanaise.
18 : Boulganine et Khrouchtchev en visite officielle en Inde.
21 : formation d'un gouvernement Hatoyama au Japon.

EUROPE

1er : entretiens Dulles-Franco à Madrid.
5 : loi constitutionnelle sur la neutralité autrichienne.
6 : entretiens Dulles-Tito à Brioni.
7 : accords entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est sur les frontières et les relations diplomatiques.
22 : exécution de six collaborateurs de Beria en Géorgie.
23 : explosion d'une bombe H soviétique à haute altitude.
26 : état d'urgence à Chypre.

LA SEMAINE PROCHAINE



F.L.N. : SUCCÈS AUX NATIONS UNIES

Sommaire du n° 209 :

- **Un journaliste dans le maquis**

L'annonce des massacres du 20 août 1955 et les exécutions aveugles qui ont suivi ont été accueillies avec une douloureuse surprise en France. Un journaliste veut savoir. Il est reçu par les chefs F.L.N. du Constantinois.

- **Le F.L.N. et l'O.N.U.**

Un succès pour le F.L.N. : l'affaire algérienne est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Comment cette décision a-t-elle pu être prise par cette organisation internationale en contradiction formelle avec l'esprit de la Charte ?

- **Priorité à l'effort militaire**

Quels sont les moyens mis à la disposition du commandement militaire pour rétablir l'ordre en Algérie en 1956 ? Étaient-ils suffisants ?

- **La croisade de Jacques Soustelle**

Isolé, mais décidé à assumer personnellement toutes les responsabilités, le gouverneur de l'Algérie tente de toutes ses forces de sauver ce pays de l'anarchie. Le 7 janvier 1956, il précise ses projets à l'intention du futur gouvernement de Front républicain. Il ne sera pas suivi.

- **Oranie : Andalousie française**

Oran avait ses arènes où se déroulaient des corridas fameuses ; il avait ses ferias, ses pétarades, ses corsos fleuris et un carnaval célèbre... Toutes les rues appartenaient alors aux travestis et aux chars...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 208 - 29 décembre 1971.

Samedi 15 octobre 1955

L'ÉCHO D'ALGER
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord
Rédaction: 20, rue de la Liberté, Alger — Tél.: 373-80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85 — Administration: 9, bd Carnot, Alger

A la suite de l'attentat manqué contre la mairie

Dix terroristes arrêtés à El-Biar

Leur chef le conseiller municipal Allal Mezzi a pris la fuite

UN IMPORTANT ARSENAL EST SAISI DANS UNE GROTTE A LA MADELEINE

★ Suite page 6

NOUVEL ET AUDACIEUX ATTENTAT DANS LE CONSTANTINOIS

Un agriculteur européen est assassiné en plein jour près de Souk-Ahras

Cinq tueurs de la mine El-Halia arrêtés près de Philippeville

★ Suite page 6

Pour représenter la S.N.C.F. en Algérie et en Tunisie

M. A. TIERS succède M. E. CHASSY

M. Chassy, au centre, s'entretient avec M. Jusseau, à droite et M. Tiers, à gauche (LIRE INFORMATION EN PAGE 7)

De notre envoyé spécial René SICART :

15 officiers des A.I. s'implantent autour de Collo

Le petit port du liège est pratiquement isolé du reste de l'arrondissement

★ Suite page 6

EN ALGERIE

La session des conseils généraux est reportée au 24 octobre

A LA BASE DE SALE

Un « Mistral » décapite un sergent-chef

★ Suite page 6

SUR LA ROUTE DE BATNA

Une « 4 CV » est écrasée par un camion

LE CONDUCTEUR DE LA VOITURE LE CAPORAL-CHEF CHOZARD A ETE TUE SUR LE COUP

APRÈS LE VOTE DE LA COMMISSION DES BOISSONS

"Le contingentement des vins algériens est une hérésie économique impensable"

nous disent MM. Gimbert et Baron porte-parole des moyens et petits viticulteurs

★ Suite page 7

DES MARCHES DU SUD AUX MARCHES DE L'EST

De nombreux Français musulmans se sont installés dans les Vosges et en Alsace

(De notre envoyé spécial H. TORREGROSSA)

Les travailleurs nord-africains dans l'Est

★ Suite page 7



Les jeunes gens s'intéressent au jardinage dont le produit améliorera les menus

L'article de ROMEIS

★ Suite de la page 1

A LA CASERNE LEMERCIER

Le général PINSON

inspecteur général du Génie

a présidé hier une prise d'armes

(LIRE INFORMATION PAGE 7)

"Razzia sur la chnouf"

dans la région de Djelfa

20 KILOGS DE DROGUE SAISIS



Le général Pinson (à gauche) et le général Baux déposent une gerbe au monument aux morts

Coups de feu dans la Casbah

Un blessé grave

Le tirage de la 29e tranche de la Loterie algérienne
Consulter la liste en page 6

Lisez cette semaine dans

CARREFOUR

- L'Afrique du Nord n'est pas l'Indochine — Par Pierre LYAUTEY.
- De la « conscience » et de la manière de s'en servir — Par Georges BIDAULT.
- J.-A. Grégoire, le « père de la traction avant », juge la nouvelle CITROEN.

Remplissant le rôle primordial de la famille

Le foyer Ernest Ilonier prépare les jeunes gens à l'organisation de leur propre existence dans la société

UNE ENQUÊTE DE MARCEL PAVIOT

Des rapports constants et confiants

★ Suite page 7

Nos enfants vont en classe...(1)

L'enfant doit-il collaborer à son éducation ?

UNE GRANDE ENQUÊTE DIRIGÉE PAR JEAN PEILLARD

Un commando terroriste vient d'être découvert à El Biar. El Biar où se tiendra, présidée par Abane Ramdane dans la maison du docteur Chaulet la réunion d'organisation définitive des commandos du Front de Libération Nationale dans la ville d'Alger. Les missions précises qui seront données aux terroristes seront rapidement réalisées : la bataille d'Alger est proche.